

La stratégie des djihadistes salafistes et ses formes de violence

À la sortie de la « décennie noire » en Algérie, Stathis Kalyvas écrivait avec justesse que lorsqu'on place la guerre civile algérienne dans une perspective comparative, la violence extrême qui l'a caractérisée cesse d'être exceptionnelle. Pour cet auteur, la violence armée qui verse dans les massacres, demeure l'une des composantes de base de la plupart des guerres civiles⁹⁶⁷. Considéré sous cet angle, le passage à l'action djihadiste devient un moyen parmi d'autres pour affaiblir ou en finir avec un régime politique en place.

Expliquer les ressorts de l'action djihadiste nécessite à notre sens, une approche multiple et ce, loin de l'enfermement analytique porté exclusivement sur l'aspect instrumental de l'usage de la violence. Comme le disait Michel Wieviorka, la logique instrumentale de la violence ne doit pas nous amener à négliger la logique autonome de celle-ci⁹⁶⁸. Les différents récits d'anciens djihadistes que nous avons pu recueillir (cf infra) témoignent en effet de l'existence de processus d'autonomisation de la violence radicale. Les dérives sanguinaires auxquelles se sont livrés certains groupuscules armés affiliés au GIA nous rappellent que dans un contexte de guerre civile, les acteurs en conflit peuvent se livrer à des pratiques de violence « aveugles » qui peuvent paraître irrationnelles⁹⁶⁹. Cet aspect « irrationnel » de l'action armée se perçoit amplement par les résultats contre-productifs que la violence extrême employée par les djihadistes a apportés pour la cause du djihad.

Cette logique d'autonomisation de la violence nous amène à nous pencher sur d'autres variables explicatives telles que les facteurs émotionnels, les systèmes de croyances et la pression du groupe. Pour la première variable, nous verrons comment des considérations d'ordre émotif telles que le désir de vengeance, la peur ou la haine peuvent conduire un

⁹⁶⁷ S. N. Kalyvas, « Wanton and Senseless ? : The Logic of Massacres in Algeria », *Rationality and Society* 11, n° 3 (1 août 1999): 243-285.

⁹⁶⁸ Michel Wieviorka, *Sociétés et terrorisme*, [2e éd.]. (Paris: Fayard, 1998), p 478.

⁹⁶⁹ La dimension « irrationnelle » de la violence djihadiste est surtout incarnée par son caractère « indiscriminé » et souvent qualifié d' « aveugle ». Les cibles peuvent être des civils désarmés sans discrimination d'âge ni de sexe. Cependant nous tenterons d'expliquer plus bas, que dans de nombreux cas, qu'elle soit discriminée ou aveugle, la violence est le plus souvent rationnelle. Derrière sa facette aveugle, cruelle et barbare, la violence extrême des djihadistes vise à réaliser des objectifs cachés ou déclarés qui découlent d'un calcul rationnel aussi erroné qu'il puisse l'être.

individu ou un groupe entier à une violence politique extrême⁹⁷⁰. La deuxième variable relève d'une dimension culturelle de la mobilisation djihadiste. Cette dimension est largement tributaire de l'influence qu'exerce l'idéologie, en tant qu'élément modulateur, sur les systèmes de croyances : autrement dit, sur l'identité même des individus ou des groupes⁹⁷¹. La troisième variable est celle de la pression du groupe et du poids de la conformité aux normes politico-religieuses instaurées par les émirs du djihad au sein des groupes islamiques armés. Il n'est pas question ici de nier l'existence de processus interactifs au sein des groupes islamiques armés⁹⁷². Néanmoins, nous pensons qu'il est nécessaire de mettre en avant certains facteurs objectifs et subjectifs, lesquels, nous semble-t-il, ont favorisé la passivité d'un grand nombre de djihadistes face aux dérives des nouvelles normes hiérarchiques. Parmi ces facteurs, on peut citer la terreur pratiquée au sein même de ces groupes, la manipulation politique fondée sur des «mécanismes de crédulité⁹⁷³», ou enfin, la certitude religieuse.

Mais au-delà de ces dimensions internes à l'organisation du djihad, il existe une variable externe qu'on ne peut passer sous silence, tant son impact sur l'orientation de l'action armée semble crucial : il s'agit de la répression sécuritaire. Nous avons déjà tenté d'expliquer précédemment (chap. II), l'impact de la répression menée par les services de sécurité sur la mobilisation islamique. Nous avons alors conclu que cette dernière avait tendance à se radicaliser à mesure que la répression décimait sa base organisationnelle. Une partie de la mouvance radicalisée s'engage alors clairement dans l'action armée, et une stratégie de guérilla se met en place. Cette stratégie de la lutte armée se retrouve à son tour face à l'action contre-insurrectionnelle de l'État, et se voit contrainte d'adapter sa stratégie et ses tactiques de lutte armée, de manière à rendre inopérable l'avantage asymétrique que détient l'État sur elle⁹⁷⁴.

⁹⁷⁰ Pour Charles D. Brockett, *le désir de vengeance provoqué par un choc moral peut conduire à la protestation. C'est dans ce sens qu'il considère l'émotion comme un élément essentiel susceptible d'orienter l'action individuelle et collective.* Voir : Charles D. Brockett, *Political Movements and Violence in Central America* (Cambridge University Press, 2005), p 3.

⁹⁷¹ Patrice Mann, *L'action collective : mobilisation et organisation des minorités actives* (Paris: AColin, 1991), p 108.

⁹⁷² Pour Moscovici par exemple, l'individu cesse d'être passif sous la pression du groupe et devient aussi un élément influent au même titre que les autres individus majoritaires. Selon ce modèle (appelé génétique), la pression ne s'exerce pas nécessairement à partir du groupe vers l'individu, mais de manière réciproque entre tous les individus qui composent le groupe. Voir : Serge Moscovici, *Psychologie des minorités actives*, traduit de l'anglais par Anne Rivière. Paris : Presse universitaire de France, 1re édition, 1979, p 184.

⁹⁷³ Nous empruntons cette formule aux travaux de Fabrice Clément : *Les mécanismes de la crédulité* (Librairie Droz, 2006), p 16. Ce dernier définit la crédulité comme étant : « une disposition à tenir trop facilement pour vrai une proposition communiquée par autrui sans soumettre la véracité de l'information transmise à une procédure d'évaluation rationnelle, qui, appliquée convenablement, aboutirait à son rejet ou, pour le moins, à sa mise en doute ». Nous reviendrons plus en détail sur ce point vers la fin de ce chapitre.

⁹⁷⁴ Comme le fait rappeler Marc Hacker, la notion d' "avantage asymétrique" est absente du vocabulaire des djihadistes, de même que de celui des guérilleros de manière générale. Cela dit, dans toutes les guérillas

Analyser le processus par lequel les djihadistes s'adaptent à une asymétrie défavorable sert, du moins en partie, à rendre compte d'une dimension instrumentale de la violence armée. Après tout, cette nécessité d'ajustement de la stratégie et des tactiques découle d'abord d'une volonté de minimiser les coûts de l'engagement (notamment les pertes humaines) et d'en maximiser les gains (ex. : affaiblissement de l'ennemi). Mais si on veut expliquer comment, dans certains cas, cette violence finit par s'autonomiser et devient difficile à expliquer en termes de calcul rationnel, il faudra identifier ses mécanismes sociologiques et psychosociologiques. Sinon comment peut-on comprendre les dérives meurtrières de certains groupes islamiques armés. Ces derniers ont agi de manière contre-productive au point de discréditer la «cause djihadiste» et leur propre cohésion, ce qui sera le prélude à leur éclatement.

De ce qui précède, on comprend que deux dimensions essentielles doivent être prises en compte si on veut expliquer le cheminement de la violence djihadiste en Algérie. Il s'agit en premier lieu de l'usage instrumental de la violence, et en second lieu, de son caractère autonome. La première dimension focalise notre attention sur l'aspect stratégique des acteurs politiques en conflit. Tandis que la deuxième dimension nous amène à nous intéresser de plus près aux variétés de motivations individuelles (rationnelles ou affectives) au sein d'un groupe djihadiste. En somme, parmi les questions auxquelles nous tenterons de répondre dans ce chapitre, il y a celle de savoir quelle est la part du rationnel et de l'émotionnel dans l'action armée des djihadistes algériens. Mais aussi, quels sont les mécanismes qui ont favorisé le passage du calcul stratégique à la réaction émotive dans l'accomplissement du djihad armé ? Cela dit, supposer le caractère aveugle et émotif d'un acte violent, ne risque-t-il pas de nous entraîner dans un raisonnement biaisé d'avance ; notamment si cet acte est lui-même un sous-produit d'une stratégie raisonnée plus globale qui le commande ? Dit plus simplement, le désir de vengeance ou de haine que peut éprouver un individu ou un groupe armé ne peut-il pas faire l'objet d'instrumentalisation par des acteurs ayant des objectifs clairement plus politiques et donc plus raisonnés ?

Les ressources mobilisées par les groupes djihadistes algériens sont un autre point important sur lequel nous allons nous consacrer dans ce chapitre. Charles Tilly avait eu raison de soutenir que lorsque l'on entreprend d'« *élever une revendication collective, c'est toujours, à*

constituées, il existe une conscience d'une faiblesse relative qui est à la base de chaque posture stratégique. Voir : Marc Hecker, « De Marighella à Ben Laden », *Politique étrangère* Été, n° 2 (1 juin 2006). pp. 385-396.

court terme, épuiser les ressources disponibles, même si cela promet d'attirer de nouvelles ressources plus tard. C'est pourquoi les responsables sont contraints d'équilibrer deux sortes d'activités parfois antagoniques : d'un côté, la lutte collective ; de l'autre, la construction de l'organisation et de ses moyens d'existence»⁹⁷⁵.

Cet équilibre entre l'action et l'organisation dans la lutte collective, ne semble pas faire exception dans la logique des groupes islamiques armés. Au-delà de pouvoir agir contre l'ennemi (l'État impie), encore faut-il savoir comment, où, et quand agir. Tout ceci repose en grande partie, comme le soulignait Stéphane Delory, sur le degré de l'autonomie et de l'importance des ressources dont dispose chaque groupe, notamment en matière de formation et d'équipement⁹⁷⁶.

Il est en réalité vain d'essayer de dresser une liste exhaustive des ressources auxquelles peuvent avoir recours les différents groupes islamiques armés. Que ces ressources relèvent du domaine de l'objectivable (tels que la taille des effectifs ou des moyens matériels mobilisables), ou qu'elles soient liées à des considérations subjectives (telles que le sentiment identitaire ou les mécanismes émotionnels de solidarité), elles restent comme le notait Michel Dobry, non « substantialisables » dans la mesure où la valeur qui peut leur être accordées n'est pas stable.⁹⁷⁷ En effet, les cotations dont ces ressources font l'objet peuvent être un motif d'engagement en faveur de l'action djihadiste, mais elles peuvent aussi en constituer un facteur de désengagement.

La valeur accordée à certaines ressources peut être influencée par des variables externes et internes aux groupes armés. Comme nous allons le voir, sur le plan externe, la répression qu'ont opposée les services de sécurité et l'armée à ces groupes, a largement pesé sur l'orientation des stratégies et des tactiques de ces derniers. Quant aux difficultés organisationnelles, dominées par des considérations de leadership interne, elles ont miné la cohésion des groupes et favorisé leur éclatement.

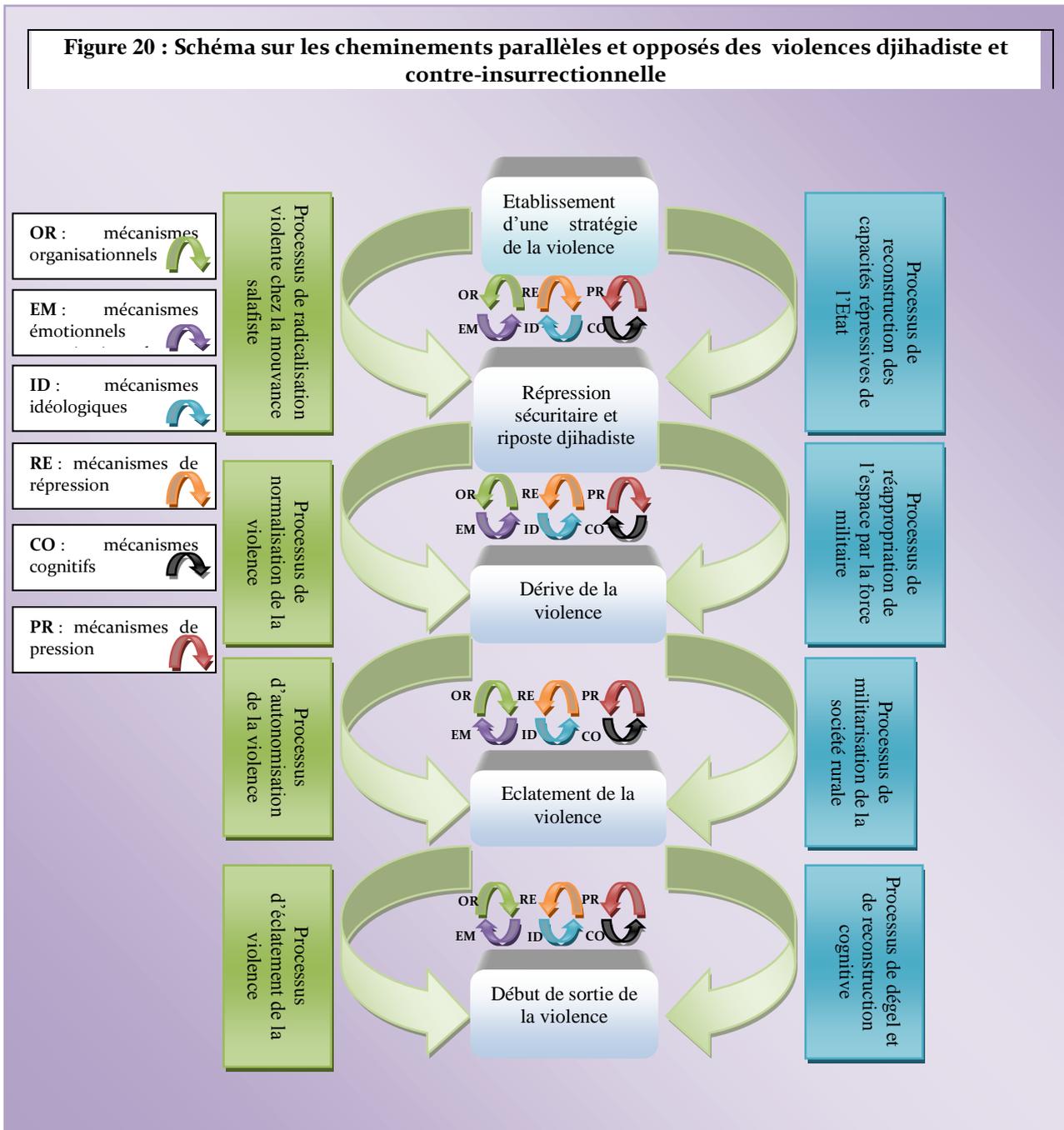
À la lumière de ce qui précède, ce chapitre se focalisera sur quatre séquences essentielles auxquelles correspondent - sur le plan temporel - deux séries de processus. Ces

⁹⁷⁵ Charles Tilly, *Politique(s) du conflit : de la grève à la révolution* (Paris: Sciences Po, les presses, 2008), p 133.

⁹⁷⁶ Stéphane Delory, « Logistique du terrorisme jihadiste », in Jean-Luc Marret (dir), *Les fabriques du Jihad* (Paris: PUF, 2005), p 206.

⁹⁷⁷ Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, 3e édition revue et augmentée d'une préface inédite.. (Paris: Science Po, les Presses, 2009).

processus sont eux-mêmes enclenchés par des mécanismes enchevêtrés qui font en sorte que ces processus se chevauchent et se prennent en relais (voir fig n° 20).



Comme ce schéma l'indique, la première séquence est celle de l'établissement d'une stratégie de guérilla. Incarnée par une mobilisation en faveur de l'action armée, elle correspond à un processus de radicalisation violente de la mouvance islamique, notamment salafiste. Cette

séquence contient aussi un processus opposé au premier : la reconstruction des capacités répressives de l'État. La deuxième séquence est celle de la répression sécuritaire. Celle-ci correspond d'une part, à un processus de normalisation de la violence chez les djihadistes, et d'autre part, à un processus de redéploiement et de réappropriation spatiale de l'État par la force militaire.

La troisième séquence est représentée par les dérives meurtrières d'une partie des groupes armés affiliés au GIA. Les deux processus opposés qui la sous-tendent sont : l'autonomisation de la violence armée chez les groupes djihadistes et le processus de militarisation de la société rurale. Enfin, la quatrième séquence, celle de l'éclatement des groupes armés, est incarnée par un processus d'affaiblissement et d'éclatement de ces groupes en faveur d'un processus de dégel et de reconstruction cognitive entrepris par l'État. Ce dernier enclenche ce processus en vue d'aboutir à une séquence de sortie de la violence.

Bien entendu, la compréhension des processus que nous venons de citer repose sur l'identification et l'analyse des mécanismes qui président à leur agencement. Ces mécanismes peuvent être aussi bien d'ordre organisationnel, idéologique ou cognitif qu'émotionnel et coercitif (pression et répression dans notre cas d'étude).

1. l'établissement de la stratégie djihadiste chez les groupes islamiques armés algériens

Dans le chapitre précédent, nous avons évoqué la structuration des groupes islamiques armés, en insistant sur les différentes phases de polarisation qu'ils ont connues. De ce processus de polarisation ont émergé deux pôles distincts du djihad, le GIA et l'AIS. Du rejet du premier envers le jeu politique et de la proximité du deuxième pour ce dernier, découle l'antagonisme de ces deux acteurs du djihad. C'est de cette logique d'antagonisme que ces groupes ont adopté des stratégies de différenciation. Comme l'expliquait Jean Luc Marret, les groupes armés ont besoin de se distinguer s'ils veulent être reconnus, ce qui les pousse à emprunter des techniques de lutte armée qui les caractérisent et qui correspondent à leur stratégie⁹⁷⁸. De ce fait, au-delà de l'aspect descriptif des structures organisationnelles du djihad, il devient crucial pour nous d'analyser les stratégies djihadistes adoptées.

⁹⁷⁸ Jean-Luc Marret, *Techniques du terrorisme : méthodes et pratiques du « métier terroriste »*, 2e éd. mise à jour, mars 2002. (Paris: Presses universitaires de France, 2002), p 30.

Si nous nous basons sur le discours des djihadistes interviewés ainsi que les documents et vidéos publiés par le GIA et l'AIS, on peut attribuer à ce djihad islamique trois objectifs majeurs. Le premier, à court terme, est d'affaiblir les capacités coercitives du régime et de démoraliser ses forces armées. Le deuxième, à moyen terme, est de faire basculer l'opinion des populations en faveur du djihad. Le troisième, à long terme, est de faire tomber le «régime impie» afin d'appliquer la charia : « *notre but était clair : l'anéantissement de ce régime corrompu et oppresseur et l'établissement de la charia d'Allah sur cette terre. Il n'est pas parti par les urnes, il partira par les armes. On le sentait fragile, on pensait vraiment qu'il pouvait s'écrouler si on lui infligeait des coups très durs à la base. Cela aurait peut-être pu prendre trois ans, quatre ans ou dix ans, mais on y serait arrivés si le cheminement de l'action djihadiste n'avait pas dévié de sa ligne (...)* »⁹⁷⁹.

« *Il y avait le sentiment que l'objectif final pour tout le monde était l'anéantissement de cet État oppresseur. L'unique stratégie face à une entité aussi puissante que celle d'un État est de l'affaiblir en le déstabilisant par des actions fortes. Si vous montrez aux populations que vous êtes capable de le faire, ils se joindront à vous sans hésiter. Les gens ne sont pas un troupeau de moutons, ils savent discerner entre le bien et le mal, le faux et le vrai (...)* »⁹⁸⁰

« *Les allégeances (Al Moubayaat) n'étaient pas encore achevées, tout le monde (les groupes armés) s'observait. En attendant, on se concentre sur l'objectif le plus important, l'anéantissement de l'État corrompu et pervers. Pour cela il faut le frapper aux orteils et ensuite aux pieds, jusqu'à ce qu'il se mette à genoux. Et enfin, on applique ce pour quoi on s'est sacrifié au nom d'Allah : le jugement d'Allah sur terre et l'établissement de la Khilafa suivant les préceptes du prophète* »⁹⁸¹.

Pour réaliser ces trois objectifs majeurs, le GIA et l'AIS alignent des stratégies différenciées. En effet, même si dans les deux cas, il y a une volonté de déstabiliser le régime en s'appuyant sur un rapport de force asymétrique, les tactiques employées par chacun des pôles sont, en revanche, différentes sur de nombreux points. Parmi les plus importants : il y a d'une part, la nature des cibles visées par la violence, et d'autre part, la nature des discours de légitimation de cette violence.

⁹⁷⁹ Entretien avec Abdallah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

⁹⁸⁰ Entretien avec Djaafar, ancien membre d'un groupe armé, op. cit.

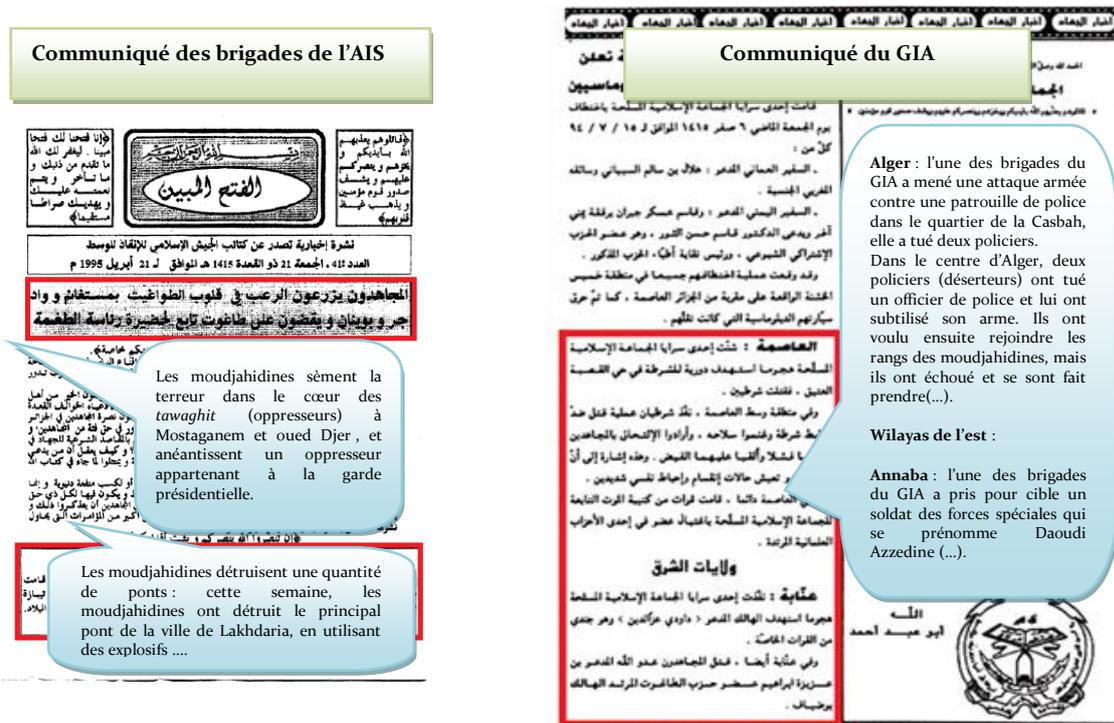
⁹⁸¹ Entretien avec Abderazzak, ancien sympathisant du FIS, et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

1.1 Les cibles du djihad salafiste algérien

« La violence n'est jamais aussi efficace que lorsque sa cible est dotée d'une valeur reconnue et intangible »⁹⁸². Xavier Crettiez

Comme le notait Xavier Crettiez, la violence politique tient en partie son sens du choix des cibles qu'elle privilégie⁹⁸³. Lorsqu'elles reflètent incontestablement des symboles de l'État, les cibles font l'objet d'attaques violentes de la part de tous les acteurs du djihad, toutes tendances confondues. Cependant, dès qu'il s'agit d'aspects internes à la vie sociale des populations civiles, c'est-à-dire des cibles d'ordre sociétal, l'action djihadiste se trouve profondément divisée. D'une part, des embuscades tendues à des patrouilles de l'armée, de la police ou de la gendarmerie sont valorisées et mises en avant par tous les djihadistes (voir figure n°21).

Figure 21 : communiqués sur des attentats djihadistes



⁹⁸² Xavier Crettiez, *Les formes de la violence*, op.cit. p 59.

⁹⁸³ Xavier Crettiez, *La question corse* (Editions Complexe, 1999), p 109.

D'autre part, la violence exercée contre des populations locales (considérées comme non intégrées à la cause islamique) ou des étrangers non musulmans établis en Algérie, constitue une source de divergence fondamentale entre les groupes armés.

Comme on peut l'observer sur le communiqué présenté dans la figure n°22, les deux camps recourent aux mêmes sources d'argumentation (Coran et paroles du prophète Mohammed) pour légitimer (GIA) ou délégitimer (AIS) les mêmes actes de violence commis.

Quand le GIA fait des étrangers des cibles privilégiées pour ses actions djihadistes⁹⁸⁴, l'AIS le condamne fermement en invoquant un contre argument religieux. Pour le premier, combattre « les impies parmi les juifs, les chrétiens et les païens devient une obligation religieuse stricte *Fardh Ayn* en ces temps », dans la mesure où ces derniers sont perçus comme des ennemis qui combattent l'Islam et les musulmans. Pour le deuxième, il ne peut y avoir de justification religieuse sérieuse pour tuer un étranger, si ce dernier ne montre pas de signes ostentatoires d'animosité envers le djihad et les djihadistes.

⁹⁸⁴ Il est à noter que le nombre d'étrangers assassinés en Algérie jusqu'au début 1994, s'élève à 23 personnes. Il s'agit de 12 croates, 3 français, 3 russes, 3 personnes originaires d'Amérique latine, un espagnol et un britannique. Voir : Al Hayat, quotidien international, « Algérie : l'heure du départ est proche après l'assassinat des croates », 20/12/1993. Ces victimes étrangères ont toutes été assassinés par les GIA, lesquels rappelons le, étaient encore en phase de polarisation à cette époque (voir chap.2). La fatwa sur le meurtre des étrangers avait été décrétée par l'un des premiers émirs des GIA Mohammed Allal (alias *Sayf Allah Djaafar* [02/1992-09/1993]) (voir figure n°2).

Figure 22 : les positions du GIA et de l' AIS sur l'assassinat des étrangers

Document du GIA : sur l'assassinat des étrangers

المطلب الكلي

Afin de prévenir la corruption et la grande *fitna*, le Groupe Islamique Armé avait publié un communiqué signé par Sayf Allah Djaafar. Il concernait les trois étrangers qui ont été enlevés à la fin de l'année 1993, il fut signifié aux mécréants de toutes les nationalités de quitter cette terre. Un mois de délais leur a été accordé, après ceci, la peine de mort sera appliquée (...) Allah le tout puissant a par la suite permit aux moudjahidines de saisir un mécréant de nationalité espagnole durant le premier jour qui a suivi la fin de l'ultimatum (...) Mais parmi les opérations les plus connues, il y a celle conduite par Sayeh Atiyya (qu'Allah lui accorde la miséricorde) dans la région de Médéa. Le bilan s'est soldé par l'égorgement de douze Croates chrétiens (...)

Document de l' AIS : démarcation de l'assassinat des étrangers

Il est connu que l'Armée Islamique du Salut n'a pas tué d'étranger en Algérie. Cela veut-il dire qu'ils sont des alliés. Bien sûr que non, mais il y a des principes légaux (religieux) strictes qui nous amène à penser qu'il n'est pas permis de s'en prendre à un étranger, si celui-ci ne montre pas de manière expressive une hostilité à l'égard des moudjahidines. L'Islam est claire à ce sujet, de même que la Sunna du prophète. Mais il est nécessaire de dire que les moudjahidines ne prendront aucunement en pitié un étranger présent en Algérie dans le cadre d'une coopération militaire avec la caste pervertie, au pouvoir (...) dans le but de combattre les moudjahidines (...)

لا نعلم أن أحد اليوم لم يقتل الجيش الإسلامي للإنتصار أي أجنبي في الجزائر. فهل معنى ذلك أن هؤلاء هم خلفاء لا يرب الكعبة، بل أن ضوابط شرعية واضحة جعلتنا نعتبر أنه لا مجال لعرب شخص أجنبي إلا لم يمتنع حذاه للمجاهدين ولم يهاجر بذلك، والإسلام في هذا الشأن واضح والسيرة النبوية لا تظلم من الأُمَّة التي يماس بها لكن لابد من القول أن المجاهدين لن يرحموا أي أجنبي حضر إلى الجزائر في إطار التعاون العسكري مع الفلقة الخارجة أو لتعليم عسكريها كعملية محاربة المجاهدين، بكل شخص سواء كان جزائرياً أو أجنبياً له هلاكة بالنظام العسكري أو امتد على حدوده الله أو له هلاكة بالنظام آخر معاد للمسلمين سيعد المجاهدين بأن الله له بالمرصاد. وفي ما عدا ذلك فإن الأجانب ليسوا محل تعهد من طرف الجيش الإسلامي للإنتصار. لقد اختار بعض إخواننا طريقهم، رتبوا قتل الكثير من الأجانب وهم يعلمون أن الله سيحاسبهم إذا كانوا على حق وأنه أعد لهم عذاباً ألماً إن كانوا على باطل. لكنه ليس من حلقهم أن يفرضوا علينا تصرفهم في معاملتهم هذه مع الأجانب، أو يفرضوا علينا أن نلبس الحق بالباطل. فنحن سنبقى بأذن الله متمسكين لأحسن الهدى وأصدق القول. فكيف سيحاسب إخواننا يوم يحاسبون أمام الله سبحانه وتعالى عن قتل امرأة روسية مسلحة إنها أجنبية حقا لكنها

Comme le faisait remarquer M. Wieviorka, à partir du moment où un système politique se désintègre de la violence, en laissant place à un système militarisé, la violence politique devient totale. Dès lors, on se trouve dans un système où l'État est considérablement affaibli, voire décomposé (du moins, une partie de ses institutions civiles), et où le militaire reprend la main⁹⁸⁵. L'usage de la violence n'est plus unidirectionnel (répression policière), il est au contraire démonopolisé⁹⁸⁶ au même titre que la peur. Pour nos interviewés, cette démonopolisation de la violence et de la peur était une opportunité à ne pas manquer, aussi

⁹⁸⁵ Michel Wieviorka, *Sociétés et terrorisme*, op.cit. p 463.

⁹⁸⁶ Ce déchaînement parallèle des violences étatique (répressive) et contestataire (groupes armés) n'est pas sans rappeler l'idée selon laquelle : le processus qui conduit aux violences extrêmes d'origine étatique, est le même que celui qui conduit à la violence totale mobilisée par certains groupes contestataires. Voir : Isabelle Sommier, « Du « terrorisme » comme violence totale ? », *Revue internationale des sciences sociales* n° 174, n° 4 (1 décembre 2002): p 525-533.

bien pour le GIA que pour l' AIS s'ils voulaient que le djihad aboutisse : « L'État contrôlait les corps et les esprits depuis 30 ans, à force, on est devenus des abrutis. Ils nous ont éloignés de la religion, et en fin de compte, on ne sort gagnant ni dans ce monde ni dans l'autre [...] mais quand nous avons démarré le djihad on avait la possibilité de rendre les coups, de répondre à la force par la force, d'affranchir nos cervelles, de nous soumettre uniquement à Allah et personne d'autre ⁹⁸⁷ ».

« Tous les Algériens ont un instinct religieux même lorsqu'ils sont des pécheurs, il faut juste leur montrer le chemin et ils vont te suivre. Ce n'est pas à la gloire du GIA, du FIDA ou de l' AIS que les gens vont participer au djihad, mais par conviction que la parole d'Allah prime sur toute chose. Et pour ceux qui ne voulaient pas participer il y avait mille façons de les convaincre, à commencer par leur rappeler ce qu'a dit Allah et ce qu'a dit notre prophète Mohamed. Ceux qui ne craignent pas l'homme et craignent Allah ceux-là sont les vrais musulmans ⁹⁸⁸ ».

Cela dit, cette multilatéralisation de la violence et de la peur ne prend pas le même sens selon qu'on soit de l' AIS ou du GIA. Pour ce dernier, la population civile est sommée de se ranger du côté du djihad salafiste si elle ne veut pas se retrouver comme une cible de l'action armée. C'est de là que vient la nécessité de mettre la société sous contrôle de la moralité du salafisme djihadiste. Une quantité importante de communiqués publiés par le GIA fournissent des exemples très illustratifs à cet égard. Certains seront destinés à l'imposition de la morale salafiste, comme celui qui interdit la mixité dans les plages ou la baignade pour les femmes sous peine de sanction qui peut aller jusqu'à la peine de mort (voir fig n°23 [a]). D'autres seront destinés à réguler les prix des produits et services comme celui qui fixera les prix des combustibles, et ce, sous la menace d'une destruction des biens (voir fig n°23 [b]). Enfin certains communiqués interdiront aux civils de s'impliquer dans la divulgation et la diffusion de la propagande étatique. L'un des exemples les plus édifiants est celui du communiqué qui interdit aussi bien la vente et la distribution des journaux, que le simple acte de les lire. La sanction dans ce cas de figure va de l'amende financière à la peine de mort (voir fig n°23 [c]).

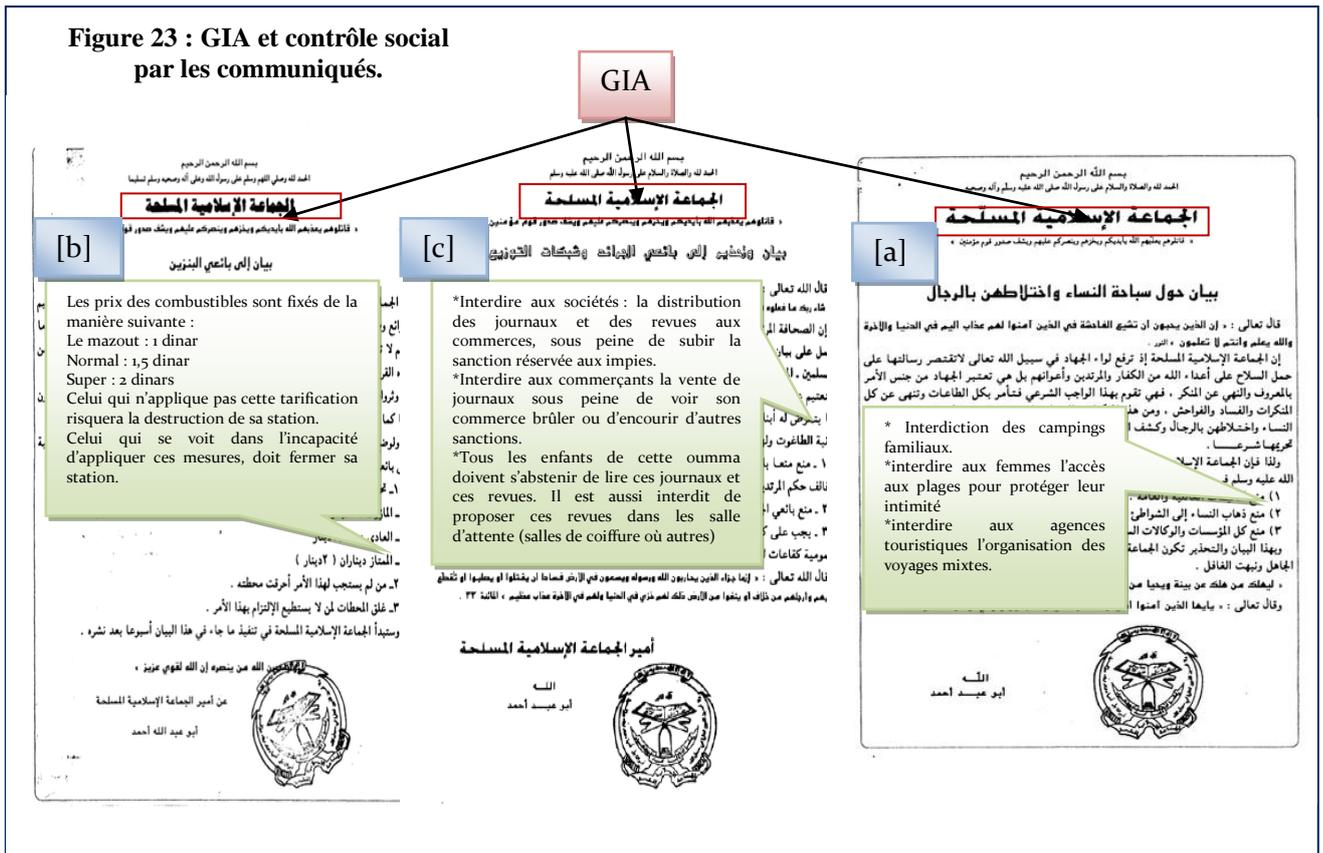
Pour l' AIS, les populations civiles sont une opinion à convaincre, non à soumettre. Le discours qu'il véhicule dans ce but (à travers les communiqués publiés) s'articule autour de deux axes : le premier consiste à démontrer l'efficacité guerrière de ses effectifs en rendant compte des opérations réalisées sur le terrain. Les cibles énumérées concernent les secteurs

⁹⁸⁷ Entretien avec Abderazzak, ancien sympathisant du FIS, et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

⁹⁸⁸ Entretien avec Mokhtar, ancien militant du FIS, et ancien membre d'un groupe armé (AIS), op.cit.

militaires et sécuritaires (armée, police gendarmerie...), mais aussi, les capacités logistiques de l'État : tels que les ponts stratégiques, les pylônes d'électricité haute tension, antennes d'émission radio, etc.⁹⁸⁹ Le deuxième axe consiste à mettre en avant la fidélité prônée par le groupe à l'égard des leaders historiques du FIS dissous, Abassi Madani et Ali Belahadj. Par cette manœuvre, la base sympathisante et électorale du FIS, devient un enjeu politique pour l'AIS ; elle constitue à ce titre, comme le soulignait Séverine Labat, une ressource mobilisable qu'il fallait se garder de terrifier⁹⁹⁰.

Figure 23 : GIA et contrôle social par les communiqués.



Cependant, jusqu'à la mort du premier émir national du GIA unifié, Abou Abdallah Ahmed (09/1994)⁹⁹¹, la violence envers les civils (étrangers non musulmans exclus) demeure limitée. Du moins, elle n'est nullement systématique, et ce, même lorsque certains villages ruraux montrent des formes de résistance à l'égard des groupes armés : « dans la grande Kabylie,

⁹⁸⁹ Entretien avec Messaoud, ancien membre de l' AIS, âge : entre 45 et 50 ans, niveau d' instruction, lycée, 2^{ème} année, profession : boulanger.

⁹⁹⁰ Séverine Labat, *Les Islamistes algériens: entre les urnes et le maquis*, op.cit. p. 271.

⁹⁹¹ Selon le journal londonien arabophone Al Hayat, Abou Abdallah Ahmed, connu sous le nom de Cherif Gousmi, a été abattu par l'armée le 26 septembre 1994, il était à la tête du GIA depuis le février 1994. Journal Al Hayat, 03/10/1994.

certaines chefs de villages sont venus par eux-mêmes au maquis discuter avec les chefs des groupes armés. Je me souviens qu'une fois, un vieux sage d'un village près de Dellys (Gde Kabylie) était venu nous voir en compagnie de quelques jeunes. Il était très décontracté, ils portaient deux fusils de chasse sur leurs épaules, et venaient nous poser leurs conditions. En gros, si je me souviens bien : ils voulaient que nous restions loin du village, qu'on respecte les horaires de remplissage d'eau au niveau des puits, puisque les femmes du village y venaient tôt le matin, et qu'on ne s'en prenne pas aux câbles électriques. En contrepartie, nous avions obtenu le droit d'envoyer des hommes en civil pour effectuer des achats dans les magasins du village, que la petite maisonnette où des jeunes vendaient de l'alcool soit fermée, et enfin, que les villageois conservent leur neutralité et ne coopèrent pas avec les autorités. Ainsi, ils n'étaient ni avec nous ni avec l'État »⁹⁹².

De nombreux groupuscules affiliés au GIA ont trouvé des difficultés à appliquer certaines sanctions. Parmi les raisons invoquées, l'existence de proximités d'ordre familial ou de voisinage vis-à-vis des civils. Mais d'autres considérations d'ordre nettement plus rationnel entraient aussi en compte : « *les villageois accueillaient tout le monde chez eux, de gré ou de force. L'armée venait le jour pour faire ses ratissages, et les soldats faisaient un petit tour dans les champs et s'en prenaient aux récoltes. Quand ils ne les abîmaient pas, ils se servaient pour faire le plein des provisions. Et puis le soir, les frères (jihadistes) arrivaient à leur tour. Nous aussi on avait des besoins, et pour ça, les villages à proximité des maquis nous étaient fort utiles. Il fallait donc les ménager lorsqu'ils ne montraient pas beaucoup de complaisance envers nous. Parfois, ils étaient nos seules ressources, les terroriser ou les forcer n'est pas très intelligent, ce n'est pas dans notre intérêt »⁹⁹³.*

Globalement, la violence ainsi pratiquée jusqu'à la fin de l'émirat de Abou Abdallah Ahmed ne paraissait pas obéir à des considérations « irrationnelles ». Elle répondait, au contraire, à des calculs qui prenaient en compte la réalité du terrain. Néanmoins, à la lecture du discours du GIA, il est clair que la stratégie de ce dernier n'imposait guère à l'action djihadiste un principe distinguant les cibles civiles des autres cibles politiques et militaires⁹⁹⁴. À partir de la moitié des années 1990 cette indiscrimination entre civil et militaire prendra une forme bien plus importante qu'elle ne l'a jamais été depuis l'indépendance du pays (voir infra).

⁹⁹² Entretien avec *Rabah*, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

⁹⁹³ Ibid.

⁹⁹⁴ Dans ce genre de cas de figure, Xavier Crettiez parle d'un refus intentionnel de distinguer entre l'Etat et le social. Crettiez, *Les formes de la violence*, op.cit, p 80.

1.2 Le discours de légitimation de la violence

Dans les dispositifs stratégiques à long terme du GIA et de l' AIS, il existait une différence de taille : alors que le premier bâtissait sa stratégie de légitimation de la violence sur un référentiel essentiellement religieux, le deuxième en revanche, légitimait son djihad par un référentiel politico-religieux. C'est d'ailleurs par là qu'il faut comprendre certaines nuances terminologiques dans les discours du GIA et de l' AIS à propos du système de gouvernement à instaurer. Pour le premier il s'agit d'établir la Khilafa⁹⁹⁵ ; une conception purement religieuse du pouvoir politique. Pour le deuxième il fallait amener au pouvoir l'appareil du parti politique dissous, le FIS et ce, afin d'appliquer la charia sous l'ombre d'une République islamique⁹⁹⁶ (voir fig n°24).

⁹⁹⁵ Dans la littérature du GIA, la notion de Khilafa est la formule la plus utilisée pour désigner l'autorité politique ultime en Islam. De nombreux communiqués publiés par ce groupe armé l'attestent (dont celui que nous avons traduit dans la figure 1 [voir deux autres exemples en annexe]).

⁹⁹⁶ Dans divers documents publiés par l' AIS (voir exemple en figure 1) , l'accent est mis sur la notion d'État islamique. Une formule reprise du discours politique du FIS dissous. De même qu'il est fait mention de la soumission totale des structures de l' AIS à l'autorité des dirigeants politiques du FIS, Abassi Madani et Ali Belhadj.

Figure 24 : lexique djihadiste sur le pouvoir politique : entre la Khalifa et l'Etat islamique

Communiqué sur la Khilafa publié par le GIA le 15/07/1994

Extrait d'un document (de 15 pages) de l'AIS dans lequel apparaît la notion d'Etat islamique (encadrée en rouge)

Traduction Communiqué

Le Groupe Islamique Armé et le Gouvernement de la Khilafa provisoire

Dans le but d'organiser la gestion politique de la Oumma.

Pour préparer les conditions de l'édification de la Khilafa (Califa) suivant les préceptes du prophète et ce, à la faveur de ce djihad béni.

Le groupe Islamique Armé annonce les points suivants :

Premièrement : parmi les dossiers les plus importants sur lesquels l'émir du groupe doit consulter le Conseil consultatif (Majliss Al Choura) durant la prochaine séance extraordinaire, il y a celui du Gouvernement de la Khilafa provisoire.

Deuxièmement : le siège du Gouvernement de la Khilafa provisoire doit se situer à l'intérieur du pays, c'est-à-dire sur la terre du djihad et l'arène de l'acte martyre. Ceci afin de superviser la situation et préserver l'islam de ces gouvernements renégats.

S'il y a du nouveau sur ce sujet précis il en sera fait mention.

Signé : Abou Abdallah Ahmed (Chérif Goussmi émir du GIA)

Chaque pôle djihadiste devait s'imposer sur les deux plans politique et religieux. Pour ce faire, il fallait d'abord se présenter comme étant l'unique bannière sous laquelle le djihad salafiste pouvait être mené. Ensuite, ce djihad devait obéir à un pouvoir politique doté de légitimité religieuse. Pour Messaoud, ancien djihadiste, l'AIS était le seul représentant réel du djihad salafiste, car au-delà du fait que la répression touchait principalement sa base sympathisante, il était le seul à prendre en compte l'éthique du combat : « *notre djihad était pur, on ne faisait pas dans l'improvisation, on avait des tribunaux légaux, et les sanctions n'étaient pas disproportionnées, elles étaient justes et obéissaient aux préceptes du coran et de la sunna (...)* Nous, on ne tuait pas les étrangers comme les touristes ou les ouvriers de chantiers. Dans l'islam, la sanction de la mort ne s'applique pas sur eux. On ne tuait pas quelqu'un parce qu'il était ami avec un policier, ou même parce qu'il était son frère. On ne s'en prenait pas à des personnes qu'on suspectait de collaboration ou d'espionnage sans avoir des preuves tangibles suivies d'aveux de personnes concernées»⁹⁹⁷.

⁹⁹⁷ Entretien avec Messaoud, ancien membre de l' AIS, op.cit.

Quant à la proximité que tient l' AIS vis-à-vis de la ligne politique du FIS, elle est clairement justifiée dans un document signé par Nourredine⁹⁹⁸, un des émirs de l' AIS dans l' Ouest du pays. Dans ce document, Abdenour encense la participation politique du FIS, car pour lui « *il faut distinguer l'acte consistant à encourager la Jahiliyya⁹⁹⁹ (l'ignorance religieuse) - dont l'un des aspects est incarné par la démocratie- , de l'acte consistant à l'exploiter* »¹⁰⁰⁰. Aussi, il ajoute que le climat démocratique est le plus propice à l'épanouissement du mouvement islamique, car il offre « *un espace de liberté et de protection pour la prédication islamique* »¹⁰⁰¹.

Pour le GIA, cette proximité de l' AIS vis-à-vis du politique n'est que « la preuve tangible de sa tentative de corrompre la religion ». Dans son communiqué numéro 36 daté du 13 juin 1995, le GIA se présente comme un « groupe sunnite salafiste, engagé à rétablir l'autorité de la charia par le djihad armé¹⁰⁰² ». Considérant la participation au jeu politique comme un acte de perversion, il se défend d'être le bras armé du FIS dissous. Pis encore, chaque individu désirent s'engager dans le djihad auprès du GIA devra faire « *acte de repentance en manifestant un regret sincère de s'être souillé par le militantisme partisan* »¹⁰⁰³. Dans une directive publiée moins d'un mois auparavant (21/05/1995), l'émir national Djamel Zitouni, avouait déjà avec regret que « *certaines résidus d'idées et de concepts impropres et contraires aux principes du GIA étaient encore présents au sein de ce groupe* »¹⁰⁰⁴. Ces propos ne vont pas tarder à prendre un sens dramatique sur le terrain, à travers l'explosion des assassinats fratricides à l'intérieur du groupe. En effet, depuis la venue de Djamel Zitouni aux commandes du GIA, une liquidation systématique d'un grand nombre de figures djihadistes hostiles à la nouvelle direction du groupe a pris place (voir en infra).

⁹⁹⁸ De son vrai nom Aouad Abou Abdallah, très actif dans la wilaya de Rélizane.

⁹⁹⁹ Sur ce terme de *Jahiliyya*, revenir au chapitre I.

¹⁰⁰⁰ L'émir Abdenour s'appuie sur un célèbre ouvrage de Mounir Ghodban, portant sur les paroles du prophète Mohamed :

منير محمد الغضبان، المنهج الحركي للسيرة النبوية، دار الوفاء للطباعة والنشر - المنصورة.

Traduc : Mounir Mohamed Al Ghodban, *la méthode haraki (activiste) dans la conduite du prophète*, éd Dar Al Wafa'a pour l'édition et la distribution, Al Mansoura, Egypte, pp 210. Cet auteur est connu pour son appartenance à la tendance des frères musulmans syriens, ce qui conforte l'idée selon laquelle la construction du référentiel politico-religieux chez les salafistes harakis (activistes) algériens s'inspire largement de la littérature et des pratiques des frères musulmans (voir chapitre II).

¹⁰⁰¹ Voir en annexe, le document de l' AIS intitulé :

قالوا عنا مُتَأَوِّلِينَ فَاسْتَجَبْنَا مُسْتَدَلِّينَ، الجيش الإسلامي للإنقاذ، الناحية الثالثة، توقيع : الأمير عبد النور.

Traduc : On nous accuse de mal interpréter (coran et sunna) mais nous répondons par des arguments (tirés du coran et de la sunna), l'Armée Islamique du Salut, troisième région, signé l'émir Abdenour.

¹⁰⁰² Communiqué n°36 du GIA (13/06/1995), signé Djamel Zitouni, émir national du GIA : voir en annexe.

¹⁰⁰³ Ibid.

¹⁰⁰⁴ Voir le communiqué en annexe, intitulé : Directives, daté du 21/05/1995. Signé Djamel Zitouni.

Comme le soulignait Bruce Hoffman, le djihad salafiste prôné par les leaders du GIA traduisait un engagement intense, en ce sens qu'il fonctionnait en terme de « guerre totale »¹⁰⁰⁵. Le djihad ne devait prendre fin qu'après « l'épuration totale de la terre musulmane »¹⁰⁰⁶. À cet effet, il ne peut y avoir « ni dialogue, ni cessez-le-feu, ni réconciliation, ni pacte avec les renégats »¹⁰⁰⁷.

Le discours tenu par certains de nos interviewés, cadre infailliblement avec la logique totalitaire du discours djihadiste produit par le GIA : « *notre religion n'est pas une parole en l'air, elle n'est pas n'on plus une attitude négative qui consiste à vivre sa foi en étant replié dans un coin, et en disant que cela se passe entre soi et Allah. Elle est au contraire une religion active qui requiert une attitude positive et réaliste. Elle est venue pour délivrer l'être humain de l'ignorance en se servant de la prédication. Mais lorsque celle-ci est entravée par les ennemis de l'islam, il devient obligatoire de passer à un djihad physique, et ce, même si l'opresseur prétend être musulman. Allah n'a-t-il pas dit : combattez-les jusqu'à ce qu'il ne subsiste plus d'association (que seul Allah soit vénéré)* »¹⁰⁰⁸. Les sultans et les gouvernants tyrans et oppresseurs sont souvent une source qui entrave la diffusion des préceptes de l'islam, certains deviennent même vénérés. Les combattre devient alors une nécessité religieuse légitime aux yeux de l'islam. Cela s'applique aussi pour toute les personnes qui prennent position contre le djihad et défendent les tyrans »¹⁰⁰⁹.

« *Toutes les réalités sociale, religieuse (...) politique et même culturelle que nous vivions sont les fruits d'une pensée imposée et considérée comme un modèle de vie à suivre. Pour nous, l'Islam est le meilleur modèle de vie que nous n'ayons jamais eu. Nous avions foi que l'Islam devait être la seule bannière sous laquelle nous devions défendre, armes à la main, notre société musulmane authentique. La situation était claire, aveugles sont ceux qui ne l'ont pas compris : la société s'est insurgée contre la perversité et la corruption de la caste au pouvoir. Elle voulait respirer l'islam, pour qu'enfin, on puisse vivre une réalité où l'islam régit tout* »¹⁰¹⁰.

Ce djihad des groupes armés se trouve toutefois confronté à la non-reconnaissance (du moins à la passivité) de l'écrasante majorité des grands oulémas du salafisme dans le monde musulman¹⁰¹¹. Cette non-reconnaissance des « vieux sages » du salafisme oblige les djihadistes

¹⁰⁰⁵ B. Hoffman, *La Mécanique terroriste*, Paris, Calmann-Lévy, 1999 (1^{ère} éd. 1998), p. 118-119.

¹⁰⁰⁶ Communiqué n° 37 du GIA, daté du 25/06/1995, signé Djamel Zitouni. Voir en annexe.

¹⁰⁰⁷ Ibid.

¹⁰⁰⁸ Coran, sourate n°8, verset n° 39.

¹⁰⁰⁹ Entretien avec Abdallah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

¹⁰¹⁰ Entretien avec Djaafar, ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

¹⁰¹¹ Jusqu'au milieu des années 1990, très peu d'Oulémas ont daigné accorder une attention particulière au djihad en Algérie. Préférant rester prudents et ce, au regard du manque d'informations (condition essentielle pour

algériens – le plus souvent autodidactes en sciences religieuses – à innover en matière de discours de légitimation. Chez le GIA, cette innovation passe par une forme de « bricolage intellectuel » consistant à poser la problématique du djihad non pas en terme d'interprétation religieuse (là où les oulémas excellent), mais en terme de clivage générationnel. En effet, à travers la remise en cause du concept de « vieux sage » - synonyme de légitimité politique et religieuse -, les djihadistes contestent l'ordre religieux que les oulémas ont établi grâce à leur savoir scientifique. Comme l'expliquait Hamit Bozarslan, dans certaines situations de crise, il arrive qu'une idéologie « jeuniste » vienne remettre en cause le principe du « capital » âge. Celui-ci supposé être une source de légitimité, se voit confronté à l'émergence d'un autre « capital », celui de la jeunesse : *« une idéologie « jeuniste » peut s'ériger en condition de délivrance collective et explicitement désacraliser les « corps vieux » pour convertir la jeunesse en « capital » à investir durablement dans la construction du pouvoir »*¹⁰¹². Ainsi, lorsque les oulémas dénoncent ou ignorent l'action djihadiste en Algérie ou ailleurs, ils sont qualifiés de *oulama'a al sou'u*, oulémas du mal ou *oulama'a al souлта* les oulémas du pouvoir. Dans le meilleur des cas, ils seront considérés comme un instrument religieux servant à perpétuer l'ordre politique « impie » : *« il est vrai que maintenant que j'y pense, on se rend bien compte de la frustration ressentie par les frères moudjahidines. On avait un respect indescriptible envers les oulémas salafistes tels que Al Albani, Ibn Baz, Al Outheymyyn et tant d'autres. Mais la désillusion était totale (...), peut-être qu'au départ ils étaient favorables au djihad. Seul Allah le sait, mais ce qui est sûr, c'est qu'ils n'ont rien dit explicitement (...) Et comme on le sait, ils ont fini par proscrire le djihad après le début des massacres contre les civils. À ce stade, on comprend qu'ils pouvaient au moins justifier le refus du djihad (...), mais qu'en est-il de la période qui va de l'enclenchement du djihad, jusqu'au début des dérives ? pourquoi ne se sont-ils pas prononcés ? ont-ils eu peur de leurs sultans et de leurs gouvernants ? Si la réponse est oui, ils n'étaient alors plus des savants religieux qui craignaient Allah, mais des savants qui craignaient les hommes. Ils étaient donc les savants des sultans »*¹⁰¹³.

« Nous pensions que l'effort d'interprétation n'était pas limité aux seuls vieux sages. Le savoir n'est pas la propriété de celui qui prétend avoir les cheveux gris. Le savoir peut se trouver chez un jeune qui montre une compétence avérée dans un domaine précis de la religion. Et si c'est le cas, il peut lui aussi avoir le droit de trancher dans des affaires religieuses comme le djihad. Lorsqu'Ibn Taymiyya faisait des fatwas et menait des batailles contre les Tatars, il avait encore la vingtaine. S'il

approuver le djihad), ils sont restés silencieux, avant de proscrire l'action djihadiste au lendemain des massacres de civils.

¹⁰¹² Hamit BOZARSLAN, *Sociologie politique du Moyen-Orient* (LA DECOUVERTE, 2011), p 98.

¹⁰¹³ Mokhtar, ancien militant du FIS, et ancien membre d'un groupe armé (AIS), op.cit.

avait écouté les vieux de son époque, il serait resté chez lui et n'aurait jamais pu débarrasser les musulmans des Tatars »¹⁰¹⁴.

Il n'est donc pas très étonnant que les leaders du GIA se soient contentés de fatwas émanant principalement de quelques théoriciens du djihad salafiste mondial. Parmi les plus connus d'entre eux, on peut citer Abou Qatada Al Falastini¹⁰¹⁵ et Abou Mosa'ab Al Sourî¹⁰¹⁶. Au déclenchement du djihad en Algérie, ces derniers avaient respectivement 32 et 34 ans, alors que les oulémas salafistes les plus influents de cette époque appartenaient à la génération des années 1910 et 1920¹⁰¹⁷. Durant les années 1990, ces deux théoriciens seront les deux principales références contemporaines du djihad salafiste pour le GIA. Leurs discours virulents contre les oulémas saoudiens vont encenser les djihadistes algériens dans leur action armée. Ces prédicateurs du djihad que Gilles Kepel nomme les « exégètes de circonstance » ou les « activistes charismatiques », tentent ainsi de disputer aux oulémas leurs savoir : « dans un tel contexte, la définition même du concept de jihad, la légitimation qu'il confère à la violence et son applicabilité à une situation donnée, constitue un enjeu de pouvoir majeur dans le champ du savoir islamique »¹⁰¹⁸.

Le « bricolage intellectuel » sur lequel reposait la stratégie discursive de légitimation du djihad n'a toutefois guère été une singularité du GIA. En effet, lorsqu'on s'intéresse de très près au référentiel religieux mis en avant par l' AIS, on s'aperçoit très vite qu'il reflète les mêmes contradictions observées chez le FIS durant son existence légale (voir Chap. II). On peut certes affirmer que - contrairement au GIA- les catégories d'âge auxquelles appartiennent les différentes personnalités religieuses citées par l' AIS sont variées. En revanche, les horizons idéologiques dont ces dernières sont issues se révèlent être plus déroutants au regard de leurs divergences idéologiques (voir tableau n°11).

¹⁰¹⁴ Entretien avec Abdallah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

¹⁰¹⁵ De son vrai nom Omar Mahmoud Othman, de nationalité jordanienne et d'origine palestinienne. Il est né 1960 à Bethléem, en Cisjordanie. Il est suspecté de terrorisme par un certain nombre de pays, dont l'Algérie. Comme on le verra plus bas, ses fatwas sur le djihad semblent avoir eu un rôle important dans les dérives qui ont conduit à l'assassinat de civils durant la guerre civile en Algérie.

¹⁰¹⁶ Sur Abou Mosa'ab Al Sourî, voir chapitre précédent.

¹⁰¹⁷ A titre d'exemple, le cheikh Abdel Aziz Ben Baz est né en 1910, le cheikh Nacer Eddine Al Albani est né en 1914, et le cheikh Salah Al Outheymiyyin est né en 1929.

¹⁰¹⁸ Gilles Kepel, « Les stratégies islamistes de légitimation de la violence », *Raisons politiques* n° 9, n° 1 (1 mars 2003): 81-95.

Tableau 11 : Principaux supports et références idéologiques cités par l' AIS¹⁰¹⁹

Noms des oulémas	Année de naissance	Origines	Tendances
Abassi Madani	1932	Algérie	Salafiste <i>haraki</i>
Abdallah Azzam	1941	Palestine	Frère musulman
Abdallah Ben Baz	1910	Arabie Saoudite	Salafiste érudit
Abdel Aziz Al Zendani	1942	Yémen	Frère musulman
Abdel hadi Al Masri	?	Egypte	Salafiste (Qutbiste)
Ahmed Mohamed Chaker	1892	Egypte	Salafiste
Ali Belhadj	1956	Algérie	Salafiste <i>haraki</i>
Ben Badis	1889	Algérie	Salafiste érudit
Fethi Yakin	1938	Liban	Frère musulman
Hassan Al Banna	1906	Egypte	Frère musulman
Hassan Tourabi	1932	Soudan	Frère musulman
Mohamed Serrou Zin Al Abidin	1938	Syrie	Frère musulman (Qutbiste)
Mounir Al Godhban	1942	Syrie	Frère musulman
Safar Al Houwali	1955	Arabie saoudite	Salafiste (Qutbiste)
Said Hawa	1935	Syrie	Frère musulman
Selman Fahd Ben Aouda	1965	Arabie saoudite	Salafiste (Qutbiste)
Youcef Al Sabatine	193(?)	Jordanie	Salafiste <i>haraki</i>

Comme on peut l'observer dans le tableau n°11, les sources idéologiques et religieuses sur lesquelles s'appuie le discours de l'Armée Islamique du Salut sont représentées par des registres idéologiques très diversifiés. Ainsi, on peut y distinguer des oulémas érudits reconnus dans le milieu du salafisme pieux, à l'image du Saoudien Abdallah Ben Baz, et de l'Algérien Abdelhamid Ben Badis. On peut aussi y trouver des imams autodidactes ou des académiciens des sciences religieuses appartenant à la tendance du salafisme *haraki* (activiste). Pourtant, ces derniers se voient souvent considérés par les premiers comme des frères musulmans « salafisés » *mouta'aslifine*. Ceci est dû à leur implication dans la vie politique et à leurs méthodes empruntées en partie aux frères musulmans, notamment les *Qutbistes*. Les salafistes *harakis* cités dans les documents de l' AIS sont d'ailleurs majoritairement proches de la pensée

¹⁰¹⁹ Références retrouvées dans les documents de l' AIS. Voir en annexes.

Qutbiste à l'image des Saoudiens Selman Al Aouda¹⁰²⁰ et Safar Al Houwali¹⁰²¹ ainsi que l'égyptien Abd Elhadi Al Masri¹⁰²² et l'algérien Ali Belhadj¹⁰²³.

Enfin, les frères musulmans tiennent eux aussi une place prépondérante dans le discours de l'AIS. De nombreuses argumentations contenues dans les textes de ce dernier s'appuient effectivement sur une idéologie frériste. On y trouve les noms de l'égyptien Hassan Al Banna, du Soudanais Hassan Tourabi, du Palestinien Abdallah Azzam, du Syrien Said Hawa et d'autres membres de la confrérie entre radicaux et modérés.

Dans certains forums internet animés par des sympathisants de l'ancien FIS dissous, on découvre l'étonnant slogan : « le front islamique du salut : salafiste dans sa doctrine, jaza'ariste dans ses idées, et frériste dans sa gradualité »¹⁰²⁴. Ceci nous amène aux propos exprimés par Mokhtar, ancien membre de l'AIS qui tranche dans le même sens : « *ce n'est pas une question de courant politique ou idéologique précis, nous avons tous au fond de nous-mêmes, une part de l'islam qui est enfouie. Mais l'islam en tant que réalité sociale et politique est récent chez nous, quand il a commencé à se répandre en Algérie les gens l'on adopté dans ses différentes formes. Chacun l'apprenait à travers ses rapports avec les cercles qui lui étaient accessibles : celui-ci fera son apprentissage chez les frères musulmans, celui-là chez les Tablighites, l'autre chez les salafistes et ainsi de suite. Il ne s'agit pas de s'enfermer dans une tendance, mais d'apprendre de chacune d'entre elles ce qui est bon pour nous, c'est-à-dire : ce qui contribuera à porter très haut la parole d'Allah et de son*

¹⁰²⁰ Docteur en sciences religieuses de l'université saoudienne, ce dernier fut emprisonné par les autorités de son pays pour avoir animé des conférences à caractère politique. En 2013, il invita le gouvernement saoudien à relâcher les prisonniers d'opinion afin d'absorber le mécontentement de la rue et d'éviter la « fitna », le chaos interne.

Voir : Site officiel de Selman Fahd Al Aouda : <http://www.islamtoday.net/salman/mobile/mobartshows-80-191956.htm> (dernière consultation 10/04/2014).

¹⁰²¹ Comme ce fut le cas pour Selman Al Aouda (dont il était proche), ce dernier fut aussi emprisonné par les autorités saoudiennes en raison de ses critiques virulentes contre le régime. Très politisé, il est connu pour ses analyses maniant conjointement les sciences religieuses et les sciences sociales. Ceci lui a permis de rédiger des livres touchant autant au domaine religieux qu'au domaine politique tels que son livre mythique :

سفر بن عبد الرحمن الحوالي، وعد كيسنجر والأهداف الأمريكية في الخليج (مؤسسة الكتاب الإسلامي، 1991).

Traduc : Safar Abderrahmane Al Houwali, la promesse de Kissinger et les objectifs américains dans le Golfe (Institut du livre islamique, 1991).

¹⁰²² Celui-ci est l'auteur d'un célèbre ouvrage (édité à plusieurs reprises) dans lequel les fatwas de Ibn Taymiyya trouvent une place centrale. :

محمد عبد الهادي المصري، أهل السنة والجماعة معالم الانطلاقه الكبرى (دار الصفوة الجديدة للنشر والتوزيع، 2005).

Traduc : Mohamed Abdelhadi Al Masri, *les gens de la sunna et la djama'a, les jalons d'une percée majeure*, éd Dar Al Safwa Al Djadida, 2005). Dans le milieu du salafisme pieux, cet ouvrage est souvent considéré comme étant un pur produit de la pensée Qutbiste et sa lecture fortement déconseillée.

¹⁰²³ Dans une interview accordée à la revue *Al Watan Al Arabi* le 27/07/1990, Ali Belhadj affirmait qu'il avait aussi subi une grande influence des premiers frères musulmans tels que Hassan Al Banna, Sayyid Qutb et Said Hawa. Interview cité dans Mustafa Al-Ahnaf, Bernard Botiveau, et Franck Frégosi, *L'Algérie par ses islamistes*, op.cit. p 73.

¹⁰²⁴ Forum pro FIS qui publie les discours et les réactions des anciens dirigeants du FIS. Lien internet : <http://salut.mountada.net/u1> dernière consultation : 18/04/2014.

prophète. Réfléchissons bien, que va-t-il se passer si tu exclus la plupart de ces tendances au profit d'une seule d'entre elles ? Et bien c'est la « fitna », un djihad qui oppose les musulmans entre eux. Ce n'est plus un djihad ! c'est un combat à mort (iktital) dont l'issue pourrait être l'enfer pour les deux parties, qu'Allah nous en préserve »¹⁰²⁵.

Il reste cependant ardu de trouver des fatwas ou des textes qui cautionnent explicitement le djihad mené par l'AIS, y compris chez les figures religieuses citées dans la littérature djihadiste de ce groupe armé. Restés prudents, de nombreux oulémas ont peiné à produire des fatwas dans un contexte où l'information circulait au compte-gouttes. Or la question la plus épineuse pour eux est celle de savoir si l'on peut cautionner la révolte armée contre un gouvernant musulman. Un dilemme d'une sensibilité telle, que, rares (jusqu'à nos jours) sont les oulémas qui osent se prononcer en faveur d'un djihad contre un régime musulman, aussi autoritaire soit-il¹⁰²⁶.

1.3 Un djihad sacré aux allures d'une guérilla révolutionnaire

Expliquer les méthodes djihadistes en les intégrant de manière artificielle au concept de révolution (*Al Thawra*) est une démarche aussi simpliste que hasardeuse¹⁰²⁷. La notion de révolution n'a elle-même pas été citée en Islam (coran et sunna) dans une forme correspondant à sa conceptualisation actuelle¹⁰²⁸. Les groupes islamiques armés algériens ne

¹⁰²⁵ Entretien avec Mokhtar, ancien militant du FIS, et ancien membre d'un groupe armé (AIS), op.cit.

¹⁰²⁶ Cette question revient de manière récurrente dans les débats salafistes sur la légitimité du djihad. Pour plus de précision, revenir à l'introduction.

¹⁰²⁷ Mohamed Barakat Al Bili a sans doute raison d'insister sur le fait qu'il ne faut pas confondre l'islam en tant que religion ayant ses principes et ses fondements, et l'Islam historique qui désigne à la fois la religion et sa pratique par les musulmans dans leur évolution historique. Ainsi, il serait plus aisé de rendre compte du concept de révolution en l'insérant dans le contexte historique de la civilisation musulmane au lieu de se borner à l'étudier à travers les fondements de l'Islam. Voir :

محمد بركات البيلي، "مفهوم الثورة في الإسلام" in *الثورة والتغيير في الوطن العربي عبر العصور*، أعمال ندوة الجمعية المصرية للدراسات التاريخية، مركز البحوث و الدراسات الاجتماعية، كلية الآداب، القاهرة، ط 1 ، 2005. p 95.

Traduc : Mohamed Barakat Al Bili, « le concept de révolution dans l'Islam », in *Révolution et le changement dans le monde arabe à travers les âges*, travaux issus de la conférence de l'association égyptienne pour les études historiques, Centre e recherche et d'études sociologiques, Institut de littérature, Le Caire, 1^{ère} éd, 2005, p 94-97.

¹⁰²⁸ Qu'il s'agisse des textes coraniques ou bien de ceux émanant de la *Sunna*, le prophète n'y a jamais été présenté comme un révolutionnaire, mais comme un messenger d'Allah. Son message n'était guère considéré comme porteur d'un appel à la révolution mais à la croyance en Allah. Ainsi, les changement opérés grâce à la foi religieuse ne sont pas censés émaner des hommes mais d'Allah. La révolution, quant à elle, émane des révolutionnaires qui la conduisent. Il est donc indéniable que, dans le coran et la sunna, il n'existe pas de trace de la notion de révolution dans son sens conceptuel actuel. Voir :

محمد بركات البيلي، "مفهوم الثورة في الإسلام" op.cit p 94-97

Traduc : Mohamed Barakat Al Bili, « le concept de révolution dans l'Islam » op.cit, p 94-97.

l'utilisent d'ailleurs que très rarement dans leur discours djihadiste, lui préférant le concept bien plus sacré que politique de « djihad »¹⁰²⁹.

Ceci nous amène à axer notre analyse des méthodes djihadistes non pas sur le concept (inapproprié ici) de « révolution », mais plutôt à travers celui de « guérilla ». Ce concept de guérilla *Harb al Issabat* trouve une place incontestable dans la pensée et les pratiques de l'islam des fondements¹⁰³⁰. De nombreuses notions tactiques¹⁰³¹ que le prophète de l'Islam, Mohamed, a adoptées en temps de guerre ressemblent fortement à celles que l'on a pu observer chez des mouvements de guérillas contemporains (ex : FLN, IRA, FARC etc.).

Étant parfaitement conscients de l'avantage asymétrique que détient l'État algérien sur le plan militaire, les groupes islamiques armés optent – à l'image des guerriers musulmans de la première heure – pour les techniques de guérilla comme moyens de la lutte djihadiste. Dès lors, l'action des djihadistes pour ces groupes armés ne se perçoit guère comme une entreprise irrationnelle ayant nécessairement la violence comme fin en soi. Elle se perçoit au contraire, comme une action raisonnée qui repose sur un répertoire d'action imprégné des usages historiquement éprouvés des luttes armées conduites par les guérillas du 20^e siècle¹⁰³². Le djihad islamique prend ainsi des allures de guérilla révolutionnaire auxquelles il emprunte ses méthodes opérationnelles tout en lui conférant un nouveau contenu idéologique sacralisé.

¹⁰²⁹ Sur ce point, il est à noter que le cas algérien n'est guère une exclusivité. Comme le fait remarquer Ibrahim Al Abrach, dans le monde arabo-musulman le concept de « djihad » a submergé celui de « révolution », même s'il demeure jusqu'à nos jours un sujet de discordance fondamentale entre les oulémas et certains groupes islamiques. Voir :

p. 277 (E-Kutub Ltd, s. d.), *مقاربة استمولوجية ودراسة تطبيقية على العالم العربي*, (E-Kutub Ltd, s. d.), p. 277. Traduc : Ibrahim Abrach, *sociologie politique : approche épistémologique et pratique sur le monde arabe*, (E-Kutub Ltd, s. d.), p. 277.

¹⁰³⁰ Dans sa stratégie guerrière, le prophète Mohamed accordait une importance cruciale au facteur asymétrique comme le montre la quantité de batailles que ses troupes ont livré en nombre souvent très inférieures. Voir :

محمد خير هيكل، *الجهاد والقتال في السياسة الشرعية*، دار البيارق الطبعة: 2، 1996، p. 235. Traduc : Mohamed Kheir Haykel, *le djihad et le combat dans le droit islamique*, Dar Al Bayarek, 2^{ème} éd, 1996, p. 235.

¹⁰³¹ Telles que les notions de retraite et de fuite, en les considérant non pas comme des actions désespérées et paniquées mais comme des techniques de combat. Ils maîtrisaient aussi la notion de reconnaissance (*Al Isttla'a*), l'effet de surprise (*Al moubarata*), la duperie (*Al moukhatala*), l'évasion (*Al iflat*), l'embuscade (*kamin*), l'agilité (*al Khi'ffa*). Pour plus de détails sur la stratégie militaire du prophète Mohamed, voir notamment :

عباس محمود العقاد، *موسوعة عباس محمود العقاد الإسلامية - المجلد الثاني: العبقريات الإسلامية*، دار الكتاب العربي، بيروت 1971، p. 833 et 834.

Traduc : Abass Mahmoud Al Akkad, Encyclopédie islamique de Abass Mahmoud Al Akkad, vol 2, *les génies de l'Islam*, (Dar Al Kitab Al Arabi, Beyrouth 1971), 833 et 834.

¹⁰³² Même en remontant aux premières années de l'histoire de l'Islam, on peut trouver des exemples édifiants sur l'« importation » de techniques guerrières perses ou romaines au profit du djihad islamique. L'exemple nous est fourni à travers la bataille d'*Al Khandak (fossé)*. Lors de cette bataille, le prophète Mohamed avait ordonné sous les conseils d'un perse converti à l'islam, le creusement d'un grand fossé pour stopper les troupes de ses ennemis Koraïchites. Ainsi, en empruntant des méthodes pratiquées par des forces non musulmanes, le prophète en tant que chef de guerre se montrait en fin stratège. En élargissant les possibilités de choix tactiques en matière de guerre, il avait réussi à optimiser la défense des lignes de ses troupes en guerre.

1) La stratégie du faible face au fort chez les salafistes djihadistes algériens

Nous étions des combattants à la gloire d'Allah, c'est ainsi qu'on se considérait. Certains nous qualifiaient de terroristes pour nous dénigrer et dénigrer notre djihad. Eux, ils partaient d'une mauvaise intention. Toutefois, beaucoup utilisaient le qualificatif de terroriste non pas en partant d'une mauvaise intention, mais parce que ce concept leur était imposé : dans les médias, les journaux, etc. On disait de nous qu'on était des terroristes ...et alors ?! Allah a dit : [Et préparez (pour lutter) contre eux tout ce que vous pouvez comme force et comme cavalerie équipée, afin d'effrayer (terroriser¹⁰³³) l'ennemi d'Allah et le vôtre, et d'autres encore que vous ne connaissez pas en dehors de ceux-ci, mais qu'Allah connaît]¹⁰³⁴. Alors si notre combat contre les ennemis d'Allah relevait de l'acte terroriste, alors ...sur ce point on est bien d'accord, nous étions des terroristes. Les appellations ne comptent pas, car souvent, elles sont le fruit de la malice de ceux qui ont vendu leur religion à vil prix ». Le plus important, c'était de mobiliser tous les moyens possibles pour couper la tête du régime. Lui il avait ses chars et ses avions, et nous, nous avions notre croyance en Allah, notre courage, et notre agilité¹⁰³⁵.

Comme le faisait remarquer Gérard Chaliand, le terme de guérilla recouvre des réalités très différenciées¹⁰³⁶. Les contextes dans lesquels les guérillas prennent forme, mais aussi, les idéologies qui les cristallisent, déterminent en grande partie le cheminement de leurs méthodes d'insurrection. Pour les groupes islamiques armés algériens, la stratégie de guérilla semble reposer sur quatre principaux axes :

Le premier est strictement militaire et a trait aux techniques de combat sur le terrain qui l'oppose à l'armée et aux forces de sécurité.

Le second concerne l'enjeu majeur du contrôle des populations, qu'elles soient urbaines, périurbaines ou rurales. D'une importance politique capitale, cet axe recèle une priorité d'ordre stratégique.

¹⁰³³ La traduction arabe littérale du mot « effrayer » (et qui apparaît dans ce verset) est « *Irhab* ». Dans son usage courant et contemporain il désigne le mot français « terrorisme ».

¹⁰³⁴ Coran, sourate n°8, verset n°60.

¹⁰³⁵ Entretien avec *Rabah*, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

¹⁰³⁶ Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas : traité* (Bruxelles: Éd Complexe, 1988), p. 64.

Le troisième axe relève à la fois des aspects symbolique et stratégique, il concerne l'occupation concrète du terrain au sens géographique du terme. Comme nous le verrons plus loin, il serait très peu judicieux de négliger la prise en compte des espaces topographiques et géographiques dans lesquels les maquis djihadistes se déploient.

Enfin, le quatrième axe concerne l'aspect économique de l'effort djihadiste de la guérilla islamique algérienne. Parallèlement à la mobilisation des ressources humaines en faveur du djihad, l'accumulation des ressources matérielles et financières s'avère plus que nécessaire pour garantir la continuité de l'action armée. C'est alors que la privatisation de la violence sous le label du djihad devient une plateforme commune réunissant groupes djihadistes et organisations du crime organisé.

a) La stratégie du combat chez les djihadistes algériens

La guérilla, mode de combat incluant un rapport de force très inégal, oblige les insurgés à mener des attaques non frontales contre une armée régulière¹⁰³⁷. Concernant les djihadistes algériens, les techniques de guérilla ont été intégrées très tôt (quasiment dès le départ de leur action armée). Les embuscades contre les soldats de l'armée régulière, les policiers et les gendarmes ne se limitent pas aux zones rurales, mais s'étendent aussi aux zones urbaines et périurbaines. Dans la majorité des cas, le scénario est le même : un groupe légèrement armé profite d'un effet de surprise pour assaillir un détachement des forces de sécurité par des rafales de tirs incessants d'armes automatiques. De notre adolescence, nous gardons en souvenir quelques images sur des actions armées conduites par les djihadistes dans la commune périurbaine de Bab Ezzouar (17 kms à l'est d'Alger). Parmi ces actions, il y en a une qui est restée gravée dans notre mémoire et celles de nombreux autres habitants du quartier de *Sorécal* (situé dans la commune de Bab Ezzouar) : un jour de janvier 1995, une patrouille de police composée de deux voitures tout terrain se fait surprendre par deux groupes d'hommes armés. La méthode des assaillants était simple, un premier véhicule barre la route à la patrouille et un deuxième ferme derrière elle. Des hommes munis de fusils-mitrailleurs descendent des véhicules embusqués pour prendre en feux croisés les policiers qui n'ont pas le temps de réagir. Après avoir achevé les policiers blessés ou agonisants, les djihadistes

¹⁰³⁷ Barthélémy Courmont, *Les guerres asymétriques : conflits d'hier et d'aujourd'hui, terrorisme et nouvelles menaces* (Paris: Institut de relations internationales et stratégiques Presses universitaires de France, 2002) ; Jacques Baud, *La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur* (Monaco: Éd du Rocher, 2003) ; Gérard Chaliand, *Le nouvel art de la guerre* (Archipel, 2008).

s'emparent de leurs armes et s'enfuient à bord de leurs véhicules en empruntant deux directions différentes, laissant derrière eux les cadavres de sept policiers assassinés. L'opération n'aura pris en tout que quelques minutes (3 à 4 minutes).

Frapper par surprise et décrocher avant que les forces de l'ordre ne se ressaisissent paraissait être la première règle des djihadistes algériens : « *il n'y avait pas de possibilité de face à face à avec les forces du régime. Soyons sages ! il s'agissait de le frapper là où il ne s'y attendait pas. Lui aussi (le régime) ne se privait pas de faire la même chose (...) sauf que lui, il a le matériel et le nombre. Nous, on devait lui répondre par l'ingéniosité et la rapidité, même si les risques étaient grands. Mais c'est cela le djihad pour la gloire d'Allah, tu te lances contre les ennemis d'Allah avec les moyens dont tu disposes et c'est Allah qui décidera de l'issue du combat* ¹⁰³⁸ ».

« *Le raisonnement était à mon avis clair, il fallait étourdir les forces du régime, les harceler à droite, ensuite à gauche, au nord et au sud. Où qu'ils se tournent, ils ne devaient entendre que le son des balles qui leur sifflaient aux oreilles. Puisqu'ils avaient les moyens, il fallait faire en sorte qu'ils soient obligés de les disperser (...) les obliger à regarder à gauche lorsqu'on se préparait à le frapper à droite (...)* ¹⁰³⁹ »

La mobilité et le harcèlement exercés contre les troupes régulières sont consacrés par les djihadistes comme des pratiques quotidiennes dans leur stratégie djihadiste. Sur le terrain réel du combat, ces pratiques de guérilla ne donnent, certes, que très rarement l'occasion d'une victoire décisive sur une armée traditionnelle¹⁰⁴⁰. Cela dit, elles confèrent comme dans le cas algérien, un avantage moral indéniable aux membres des groupes armés et contribuent à saper le moral des soldats de l'armée régulière. À ce propos, Marc Hecker soulignait que les djihadistes pensent détenir une supériorité morale dans la mesure où ils défendent une cause sacrée, ce qui leur confère une compensation vis-à-vis de leur faiblesse matérielle¹⁰⁴¹ : « *En grande Kabylie, pas très loin de la côte, je me souviens qu'il y avait une caserne militaire, pas très grande. Au moins une fois par semaine, les murs de cette caserne étaient criblés de balles. Je parle bien des murs, on ne tirait pas sur les soldats qui étaient bien cachés dans leurs baraquements derrière les murs, non ! on tirait sur les murs, une façon de leur montrer qu'on était là, et qu'on les attendait dehors. En réalité nous n'étions souvent que deux ou trois, mais nous savions que les soldats étaient démoralisés, ils ne pouvaient pas bouger, ils devaient attendre les ordres du capitaine, qui lui aussi*

¹⁰³⁸ Entretien avec Abderezzak, ancien sympathisant du FIS, et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

¹⁰³⁹ Entretien avec Djaafar, ancien membre d'un groupe armé, op. cit.

¹⁰⁴⁰ Jean-Pierre Derriennic, *Les guerres civiles* (Paris: Presses de Sciences Po, 2001) p. 168.

¹⁰⁴¹ Marc Hecker, « De Marighella à Ben Laden », op.cit.

devait appeler le commandant qui se trouvait ailleurs, à l'extérieur de la caserne. Nous, en revanche, on avait une possibilité de manœuvre importante, on était bien plus autonomes. Nous n'avions confiance qu'en la puissance d'Allah, pas sur celle d'un colonel ou un général. En dehors des grandes opérations qui nécessitaient parfois l'aval des émirs régionaux, on agissait selon l'appréciation de la situation que les émirs de nos groupes faisaient »¹⁰⁴².

Pour être agiles et efficaces, les groupes islamiques armés se déplacent par petits nombres, ce qui leur confère nettement plus de manœuvrabilité que les groupes qui se déplacent en grand nombre. Cette logique nous amène à rejoindre les raisonnements de Mancur Olson¹⁰⁴³, Georges Simmel¹⁰⁴⁴ et A. Paul Hare¹⁰⁴⁵ sur la supériorité des petits groupes en terme d'efficacité dans la prise de décision comme dans l'utilisation des ressources. Comme le démontrent les multiples travaux et observations apportés par ces auteurs, plus les groupes sont petits, plus ils sont viables et actifs. En revanche, plus ils sont grands, plus ils se montrent inactifs et peu efficaces. Le déploiement observé des différents groupes armés affiliés au GIA ou à l' AIS, suggère de ne pas cantonner leurs stratégies organisationnelles à un modèle pyramidal de la hiérarchie¹⁰⁴⁶. L'impératif de la rapidité et de l'efficacité dans la prise de décision, mais aussi, de son exécution, oblige la haute hiérarchie du djihad au niveau national à intégrer un mode de structuration cellulaire (voir chap. II). Celui-ci permet un fonctionnement autonome des groupes islamiques armés, notamment ceux qui sont affiliés au GIA. Cela dit, même si les groupes djihadistes se montrent plutôt efficaces dans les toutes premières années de leur lutte armée, l'organisation mixte (pyramidale/cellulaire) qu'ils ont mise au point se révèle très fragile à moyen terme. Celle-ci étant, en effet, mal cloisonnée au niveau hiérarchique¹⁰⁴⁷, ne résistera pas aux moyens de répression mis en œuvre par l'État algérien (voir en infra).

En réalité, sur le plan de l'organisation, le djihadisme algérien ne présente pas de rupture fondamentale vis-à-vis de la logique organisationnelle des trois cercles concentriques

¹⁰⁴² Entretien avec Rabah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

¹⁰⁴³ Mancur Olson, *Logique de l'action collective*, 2e édition. (Paris: Presses universitaires de France, 1987), p 75-79.

¹⁰⁴⁴ Georg Simmel, *The Sociology of Georg Simmel* (Simon and Schuster, 1950), p 87-92.

¹⁰⁴⁵ A. Paul Hare, « A Study of Interaction and Consensus in Different Sized Groups », *American Sociological Review* 17, n° 3 (1952): 261-67.

¹⁰⁴⁶ Il est certes difficile de nier le caractère pyramidal de l'organisation hiérarchique chez le GIA et l' AIS. Voir : Jean-Michel Salgon, *Dictionnaire de L'islamisme Au Maghreb* (Editions L'Harmattan, 2012), p 135. Et Alexis Cosette-Trudel et Sami Aoun, « terrorisme religieux », in Charles-Philippe DAVID (dir.) *Repenser la sécurité: nouvelles menaces, nouvelles politiques* (Les Editions Fides, 2002), p 63-86. Cela dit, l'autonomie dont a fait preuve un nombre important de petits groupes djihadistes sur le terrain, prouve l'existence d'un modèle organisationnel mixte chez les groupes djihadistes. Voir : Marret, *Techniques du terrorisme*, op.cit. p 50 et 51.

¹⁰⁴⁷ Pour Jean-Luc Marret, ce modèle mixte peut se révéler bien plus efficace que le modèle pyramidal rigide ou le cellulaire souple, mais ce, à condition que le niveau hiérarchique soit suffisamment cloisonné.

formés autour d'un noyau central. Ce schéma a été le même pour certains mouvements d'extrême gauche européens des années 1970 tels que les brigades rouges¹⁰⁴⁸. Le premier cercle rassemble les éléments les plus actifs portés vers l'action directe sur le terrain : attentats, embuscades, sabotages...etc. Le deuxième cercle réunit les soutiens actifs, en d'autres termes ceux qui vont apporter un soutien logistique constant à l'effort de guérilla des groupes armés : ravitaillement en nourriture et vêtements, achats d'armements et de munitions, transport de courrier...etc. Le troisième cercle regroupe ceux qu'on appelle les soutiens passifs, c'est-à-dire ceux qui étant des non clandestins, agissent de manière irrégulière, en apportant une contribution à des actions djihadistes à travers divers moyens de support logistique : hébergement, transport, renseignement...etc.

Mais au-delà de ces trois cercles de l'organisation djihadiste, il existe une catégorie de population à travers lequel certains groupes armés agissent de manière régulière et sélective. Il s'agit des populations neutres : celles-ci ne sont, en théorie, ni connues pour apporter un soutien aux groupes armés, ni considérées comme des actrices qui collaborent activement avec l'État. N'ayant aucun lien organique avec les groupes djihadistes, il n'y a aucune possibilité que l'action qui sera entreprise grâce à leurs concours soit anticipée par la vigilance des services de sécurité. La raison est que dans la totalité des cas, leurs contributions sont conçues sous la logique de la contrainte. De cette manière, les djihadistes obtiennent, le temps d'une brève action armée, un support logistique sûr, crucial et déterminant pour le succès de leurs opérations.

Grâce à ce procédé, il devient très difficile pour les services de sécurité de démanteler les groupes djihadistes en remontant par leurs réseaux logistiques. Un exemple de ce procédé nous est apporté par Hakim, un ancien chauffeur de taxi exerçant dans la périphérie d'Alger. Après avoir été kidnappé à bord de son véhicule par trois individus armés, il s'aperçoit par la suite qu'il avait participé malgré lui, à la logistique d'un attentat préparé contre une patrouille de police : « *je commence mon service juste après le passage à la station d'essence (...) à la sortie de la station je prends mes premiers clients, ils étaient trois. Ces jours-là, il y avait un problème de distribution d'essence, alors celui qui était assis à l'avant m'a demandé si j'avais mis de l'essence. Et moi bien sûr, j'en rajoute : [mais bien sûr ! j'ai fait le plein mon ami...je t'emmène où tu veux !]. Et là, il sort un pistolet automatique et me dit : [alors on y va, tu fais ce qu'on te dit, tu ne discutes pas, tu*

¹⁰⁴⁸ Sur la stratégie de la violence armée pratiquée par les organisations d'extrême gauche européennes, voir notamment : Wieviorka, *Sociétés et terrorisme*, op.cit. Isabelle Sommier, *La violence révolutionnaire* (Paris: Presses de Sciences Po, 2008). Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil : l'après 68 en France et en Italie* (Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 2008).

n'as rien à craindre de nous]. Je pensais qu'ils étaient venus pour moi, je me suis dit que c'était parce que je venais de finir mon service militaire et qu'ils le savaient. Mais en fin de compte, ils m'ont conduit sur une plage non fréquentée, ils m'ont fait descendre de la voiture, l'un d'entre eux m'a accompagné et est resté avec moi, les deux autres ont pris la voiture et sont partis. Une heure et demie après, une autre voiture est venue récupérer l'homme resté avec moi. Avant de partir, celui-ci me demande d'attendre une heure pour déclarer mon enlèvement. Il m'a aussi indiqué le lieu où se trouvait ma voiture. Lorsque je me suis rendu au commissariat de police, ils m'ont dit que ma voiture a servi dans un attentat qui a causé la mort de deux policiers »¹⁰⁴⁹.

Ces pratiques djihadistes ne sont bien entendu, pas propres à la région d'Alger. En Kabylie par exemple, les réquisitions de biens immobiliers ou de véhicules, parfois accompagnées de la séquestration de leurs propriétaires, étaient monnaie courante. Dans la commune de Dellys (120 kms à l'est d'Alger) où nous nous rendions souvent durant les étés des années 1990, nous avons observé le même phénomène : voitures réquisitionnées, pour un simple déplacement ou bien pour une opération armée, maisons occupées temporairement (souvent en l'absence des propriétaires) et utilisées comme caches...etc. Ces pratiques n'étaient toutefois pas réservées uniquement aux groupes djihadistes, l'armée et les différents corps de sécurité s'y prêtaient aussi de manière aussi régulière que les djihadistes, et même souvent plus permanente.

Si l'envergure des opérations menées par les djihadistes indique certes, le plus souvent, le degré de préparation de ces derniers, elle indique aussi les moyens matériels dont ils disposent pour accomplir leurs actions. Plus leurs cibles paraissent importantes en effectif humain et matériel, plus les groupes tendront à se regrouper de manière occasionnelle en mettant à la disposition d'une opération projetée, le matériel et les effectifs en leur possession : « lorsque la cible concerne une petite patrouille, ou juste un individu à éliminer, la préparation s'effectue au niveau de la cellule dont la zone dépend. Dans ces cas-là, seuls quelques éléments suffisent pour mener l'opération en usant de moyens relativement modestes, deux ou trois kalachnikovs et un pistolet suffisent. Mais pour les opérations de grande envergure, comme les attaques contre les cantonnements militaires ou des convois, on fait appel au renfort des autres groupes des zones proches de la nôtre. Cela passe par l'accord de l'émir régional ; celui-ci décide si l'opération qu'on lui propose est viable, puis il ordonne aux différents groupes activant dans la région de nous apporter l'aide nécessaire. Lorsqu'il est impossible de joindre l'émir régional, on peut s'appuyer sur un émir d'un groupe puissant disposant d'un effectif plus important que le nôtre. Des

¹⁰⁴⁹ Entretien avec Hakim, ancien chauffeur de taxi dans la périphérie d'Alger, âge, 44 ans.

fois on a besoin de moyens lourds pour détruire des murs ou des véhicules et couvrir notre avancée, certains groupes avaient des moyens considérables comme les mitrailleuses lourdes et les RPG7 (lance-roquettes). La veille ou le jour même de l'opération, les différents groupes se rencontrent dans un lieu précis pour discuter du plan d'attaque. Une fois l'opération accomplie chaque groupe se retire vers sa zone d'origine »¹⁰⁵⁰.

À l'issue de chaque opération, armes et munitions sont récupérées sur les lieux de l'embuscade. À cela, il faut ajouter le matériel acheté sur le marché noir du crime organisé (voir en infra) et celui rapporté par les déserteurs de l'armée¹⁰⁵¹. Les armes composant l'arsenal des djihadistes durant les années 1990 sont impressionnantes tant par leur quantité que par leur diversité. La découverte des anciennes caches d'armes (datant de 1994-1997) par les services de sécurité en avril 2005, lève une part du voile sur les capacités matérielles réelles du GIA à l'apogée de son action armée (voir tableau n°12).

Tableau 12 : Type d'arsenaux utilisés par le GIA et découverts en 2005 selon le quotidien El Watan¹⁰⁵²

Armement léger	Armement lourd	Autre matériel
Pistolets Automatiques PA	Mitrailleuse lourde de calibre 12,7 mm	Micro-ordinateurs
Grenades	Lance-roquettes RPG7	Postes radio
pistolets-mitrailleurs de marque Scorpio	Obus de mortier de calibre 82 mm	Matériel de communication (Talkie-walkie)
PMAK (Kalachnikov)	Appareil de pointage de mortier	Groupe électrogène
Fusils Seminov (FSA)	Matière explosive : TNT (trinitrotoluène)	Tenues militaires de combat
Pistolets-mitrailleurs de marque HK-G3	Cartouches pour mitrailleuse lourde de calibre 12,7 mm	Rouleaux de cordons détonateurs
Pistolets-mitrailleurs de marque Thomson	Roquettes pour lance-roquettes (RPG7)	
Fusils de chasse		
Fusils de chasse à canon scié		
Caisses de munitions pour fusil-mitrailleur		
Caisses de munitions de Kalachnikov		
Balles de calibre 7,62 x 13		
Lames de Seminov		

¹⁰⁵⁰ Entretien avec Abdallah, ancien djihadiste, op.cit.

¹⁰⁵¹ Entretien avec Abdelkrim Ghematti, conduit par Jean-Paul Chagnollaude et Bernard Ravene, in *La parole aux Algériens: violence et politique en Algérie*, Confluences Méditerranée, n°25 (L'Harmattan, 1998).

¹⁰⁵² Quotidien El Watan, 30/04/2005.

La liste du matériel utilisé par les groupes islamiques armés ne se résume bien évidemment pas au contenu du précédent tableau. Plus encore que cela, l'armement fabriqué de manière artisanale par les djihadistes a joué un rôle crucial dans la préparation des actions armées. Selon la technicité de leurs confections ou leur puissance, les bombes artisanales ont par exemple beaucoup servi dans la destruction de ponts¹⁰⁵³ ou dans les embuscades préparées contre les convois de l'armée ou des cantonnements de la milice¹⁰⁵⁴. Certains engins explosifs étaient quant à eux destinés à servir de pièges pour garantir la retraite des djihadistes à la fin de leurs opérations. Lorsque le TNT faisait défaut en grande quantité, certains engins explosifs étaient fabriqués à partir de mélanges d'engrais chimiques, de plastic, de nitroglycérine, de poudre noire, de clous, d'écrous ... etc. Au cours d'une seule année, le nombre d'attentats perpétrés à l'explosif peut se compter en milliers (voir tableau n° 13).

Tableau 13 : Nombre d'attentats préparés à l'explosifs entre 1995 et 2000¹⁰⁵⁵

	Engins explosés	Engins désamorçés ou récupérés
1995	?	4.091
1996	922	4.594
1997	1 385	2.282
1998	2.864	2.113
1999	1.346	1 439
2000	559	2.397

C'est en partie grâce aux attentats à l'explosif, que le GIA s'est fait le plus connaître. Pour Luis Martinez, si le GIA a pu surclasser les groupes islamiques rivaux (notamment l' AIS),

¹⁰⁵³ À titre d'exemple, de nombreux ponts importants ont été détruits par le GIA durant l'année 1995 : parmi eux, on peut citer celui reliant Saoula à Birkhadem (Alger) détruit en février 1995, celui reliant Bordj El Bahri à Bordj El Kiffan (Alger) détruit en juin 1995 et celui des Isser (Boumerdes) reliant Alger à Tizi Ouzou. Voir : Salah-Eddine Sidhoum , « Chronologie d'une tragédie cachée (11 janvier 1992 – 11 janvier 2002) », publiée par Algeria-Watch, le 11 janvier 2002. Lien internet :

http://www.algeria-watch.org/mrv/2002/chrono/chrono_1995.htm. dernière consultation : 15/05/2014

¹⁰⁵⁴ On peut donner l'exemple de l'attentat à l'explosif perpétré à l'aide d'un camion piégé devant le local de la milice armée de Meftah (Blida) : le bilan a fait état de plus de vingt morts. Voir : Salah-Eddine Sidhoum, Chronologie des massacres en Algérie (1992 - 2004), Algeria-Watch, mars 2003, actualisée en 2005. Lien internet : http://www.algeria-watch.org/fr/mrv/2012/bilan_massacres.htm. dernière consultation : 15/05/2014.

¹⁰⁵⁵ Chiffres publiés par le quotidien l'Expression du 20/02/2002.

c'est aussi parce qu'il a pu attirer les projecteurs des médias et journaux¹⁰⁵⁶. Les effets médiatiques des attentats à la bombe sont tels que les émirs du GIA décident d'installer au niveau de chaque groupe, un spécialiste en explosif. Selon les différents récits que nous avons pu recueillir, ces artificiers se révèlent souvent être d'anciens soudeurs, plombiers, maçons sachant manipuler certaines matières de manière à les convertir en un produit explosif.

Cette spécialisation dans les tâches chez les djihadistes, n'est bien sûr pas propre au métier de la fabrication des explosifs. Elle couvre au contraire bien d'autres domaines allant de la préparation à manger jusqu'à la construction des caches. L'action collective au sein des groupes armés repose bien souvent sur un recrutement articulé aux activités familiales et professionnelles des populations sympathisantes de la cause islamique. Cette logique de recrutement permettra aux groupes djihadistes une meilleure division du travail qui apportera par ricochet un meilleur niveau de soutien logistique. La trajectoire djihadiste de Boualam, maçon de profession, marié et père de plusieurs enfants, illustre parfaitement cette logique de spécialisation. Ce dernier, connu dans de nombreux quartiers de Bab Ezzouar, tenait constamment de multiples chantiers de maçonnerie éparpillés dans les différents blocs d'immeubles du quartier de Sorecal¹⁰⁵⁷.

Profitant de son savoir-faire, un des groupes affiliés aux GIA avait utilisé son domicile -une cave au rez-de-chaussée, pour se soustraire aux forces de sécurité après une opération armée. Boualam avait entrepris des aménagements spécialement conçus pour la dissimulation des armes et des djihadistes recherchés. Lors d'un assaut mené par les forces antiterroristes contre ce repaire, il réussit à tromper les policiers qui pensaient avoir abattu tous les djihadistes qui occupaient les lieux. Quelques heures après l'opération, les djihadistes rescapés ressortent armes à la main de la cache et prennent la fuite¹⁰⁵⁸. Boualam fut finalement abattu par les forces de l'ordre quelques jours plus tard.

¹⁰⁵⁶ Luis Martínez, *La guerre civile en Algérie*, op.cit, p 301.

¹⁰⁵⁷ Parmi ses chantiers en cours durant l'année 1996, il y avait aussi celui de notre domicile parental. Très prisé pour ses qualités de maçon, Boualam était très apprécié sur le plan professionnel. Nous conservons nous-mêmes en souvenir de nombreuses discussions menées avec lui sur des sujets très diversifiés. Nous étions alors étudiant en 1^{ère} année licence de sciences politiques à l'Université d'Alger. Son profil et son comportement au quotidien n'avait attiré (ni chez nous, ni chez les autres habitants du quartier) aucun soupçon sur son appartenance au GIA.

¹⁰⁵⁸ Selon certains témoignages, ils se seraient dissimulés dans une cache en béton armé aménagée par Boualam.

b) L'enjeu du contrôle de la population civile chez les djihadistes

Comme l'affirmait G. Chaliand, aucune guérilla ne peut aspirer à prospérer sans le soutien d'une partie de la population locale. La pratique de la terrorisation à laquelle certaines guérillas ont recours, cherche, soit à imposer des négociations avec les régimes combattus (notamment chez les guérillas révolutionnaires)¹⁰⁵⁹, soit davantage à intimider et contrôler une population (notamment dans le cas du GIA)¹⁰⁶⁰. Le contrôle des populations devient ainsi un enjeu essentiel, autant pour les guérilleros que pour les forces mobilisées par le régime.

Dans la mesure où le contrôle de la population par la guérilla djihadiste devient un moyen de compenser l'avantage asymétrique de l'État algérien, son objectif politique à moyen terme devient tout simplement la population elle-même. Pour Ahmed, ancien officier dans l'armée algérienne, la population est l'essence même de la guérilla, que celle-ci soit de nature djihadiste ou bien révolutionnaire : « *les djihadistes ne se compliquent pas la tâche à chercher très loin, ils imitent les autres mouvements révolutionnaires, mais en rajoutant leur sauce (...). Le FLN révolutionnaire vantait les mérites d'une armée composée d'enfants du peuple algérien. Après l'indépendance, l'État a instauré un service national pour les jeunes, ce qui a fait de l'ANP (armée nationale populaire), une armée majoritairement composée de conscrits : les enfants du peuple. L'un des soucis auxquels cette logique est venue répondre est celui de rapprocher le peuple de son armée, et donc, l'Etat et son peuple (...). Les djihadistes réfléchissent un peu de la même manière, ils considèrent que le peuple est l'eau dans lequel ils doivent se baigner, plus il y a d'eau, plus ils peuvent rester immergés, moins il y a d'eau, plus ils seront à découvert. C'est logique que l'État cherche à assécher cette eau en contrôlant les populations, de la même manière qu'eux (les djihadistes) cherchent à obtenir le même résultat en recourant le plus souvent à l'intimidation et à la terreur. Sans cela, comment pourraient-ils obtenir des renseignements, de la nourriture, de l'argent... etc. ?*¹⁰⁶¹ ».

En étudiant les processus de passage à l'action, Oberschall avait sans doute raison de placer l'accent sur les phénomènes de contrôle social¹⁰⁶². Si nous appliquons sur le cas algérien la

¹⁰⁵⁹ Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, op.cit, p 68-69.

¹⁰⁶⁰ Stathis Kalyvas, « WANTON AND SENSELESS? », op.cit.

¹⁰⁶¹ Entretien avec Ahmed, ancien officier supérieur de l'armée algérienne, âge : 72 ans.

¹⁰⁶² Dans le modèle de mobilisation collective construit par Oberschall, celui-ci expose deux dimensions essentielles : la première tient à un axe vertical qui prend en compte les liens des groupes mobilisables avec les

cartographie sociale qu'il a élaborée, on constate deux points essentiels concernant le niveau de soutien de la population civile en faveur de la guérilla djihadiste.

- Le soutien apporté par une partie de la population aux groupes armés se révèle bien plus important lorsque d'une part, les liens horizontaux de solidarité qui les réunissent (familiaux, villageois ou religieux) sont forts, et que, d'autre part, les liens verticaux qui les rattachent aux centres proches du pouvoir sont très faibles. Dans ce cas de figure, le soutien apporté à la guérilla se révèle très souvent plus stable. Cependant, si la segmentation verticale (l'éloignement des canaux du pouvoir) est accompagnée de faibles liens de solidarité, le soutien sera moins stable et moins massif. Le djihadisme occasionnel sera très fréquent, et les populations auront tendance à choisir un camp en fonction de l'occupation du terrain par les protagonistes (exp : armée régulière/guérilla).

Dans certaines localités du sud-est d'Alger près de Baraki et de Sidi Moussa (connues pour être sous-administrées et hostiles au pouvoir), les solidarités familiales et de voisinage ont joué un grand rôle dans l'adhésion de la population locale à la cause djihadiste. Le discours de Djamila, une ancienne djihadiste, nous a clairement permis de prendre la mesure de ce rôle : « Au départ plusieurs hommes appartenant à des familles différentes ont rejoint le maquis, ils étaient pour la plupart jeunes, de 20 à 30 ans. Puis avec le temps, quelques cousins les ont suivis. Le nombre augmentait petit à petit. Des fois, certains d'entre eux revenaient au village sans crainte (...) c'est normal, la région était pleine d'hommes qui appartenaient au GIA. Il y avait un sentiment de sécurité, tout le monde couvrait tout le monde. On se connaissait, on se côtoyait tous les jours, hommes et femmes, tout le monde éprouvait de la fierté à avoir un membre de sa famille au maquis. Certains cousins sortaient leurs armes pour les montrer, moi je n'aimais pas trop ça, parce que mon mari se sentait obligé de sortir la sienne (...) Nous pouvions anticiper l'arrivée de l'armée à des kilomètres (...) lorsqu'on était informés de sa venue (l'armée), tout le manège s'arrêtait, les armes étaient cachées, les hommes recherchés se terraient et le village se transformait en village agricole paisible »¹⁰⁶³.

- Plus les populations sont intégrées verticalement et plus les liens de solidarité communautaire de type traditionnel sont forts, plus elles s'éloignent de l'influence exercée par la guérilla djihadiste. Elles auront même, au contraire, tendance à soutenir activement les forces du régime en place à travers le renseignement ou la formation de milices. En

centres de pouvoir. La deuxième dimension tient à la nature des liens entre les individus composant les groupes mobilisables. Voir : *Social Conflict and Social Movements, op.cit.*

¹⁰⁶³Entretien avec Djamila, ancienne djihadiste et épouse d'un djihadiste du GIA (mort au maquis), âge, 42 ans.

revanche, lorsque ces populations montrent un faible niveau d'organisation et de solidarité, et ce, malgré un niveau acceptable d'intégration verticale aux centres du pouvoir, elles montreront fréquemment une neutralité affichée, ce qui, comme nous le verrons plus loin, l'exposera à des menaces émanant aussi bien de la guérilla, que des forces de sécurité.

En Kabylie par exemple, on observera plus qu'ailleurs un début de mobilisation contre l'intrusion des djihadistes dans les villages montagneux. La proximité de certaines populations villageoises vis-à-vis du parti politique RCD¹⁰⁶⁴ et du Mouvement berbère et culturel (MCB)¹⁰⁶⁵ (tous les deux connus pour être hostiles à l'islamisme) a facilité la création de « groupes d'autodéfense ». Ces derniers ont, en effet, largement soutenu l'effort de lutte anti guérilla menée par les autorités algériennes dans les montagnes de Kabylie. D'autres villages kabyles, éloignés des cercles d'intermédiaires politiques se sont retrouvés plus isolés et contraints de négocier des pactes de non-agression avec des groupes islamiques armés¹⁰⁶⁶.

À la lumière des deux précédents points, il devient clair que la segmentation peut constituer un facteur facilitant l'adhésion des populations civiles à la cause djihadiste. Cela dit, cette adhésion est aussi étroitement liée au niveau de l'intégration horizontale, autrement dit, au niveau de solidité des liens existants à l'intérieur des groupes, familles, villages...etc. Dans ces conditions, les leaders djihadistes qui émergent en leur sein, seront les moteurs de la mobilisation en faveur de la guérilla djihadiste¹⁰⁶⁷.

¹⁰⁶⁴ Rassemblement pour la Culture et la Démocratie.

¹⁰⁶⁵ Forces politiques démocrates et berbéristes, le RCD et le MCB étaient connus pour être farouchement hostiles au régime en place. Cela dit, l'émergence du djihadisme islamique les conduira à se joindre, de manière conjoncturelle, à la politique d'« éradication » conduite par l'État. Certaines personnalités politiques étaient directement impliquées dans la conduite des opérations sur le terrain, comme l'illustre l'exemple de Nourredine Ait-Hamouda. Député au sein du parti RCD, celui-ci avait dirigé des milices officielles de « patriotes » embrigadés dans des villages. Ces milices appuieront efficacement l'armée dans des opérations de ratissage. Voir : Jean-Marc Balencie, *Mondes rebelles : guerres civiles et violences politiques*, Éd. rev. et augm. (Paris: le Grand livre du mois, 1999), p 1175. Maxime ait kaki, *de la question berbère au dilemme kabyle à l'aube du xxie siècle* (Editions L'Harmattan, 2004), p 150. Et Tahar Khalfoune et Gilbert Meynier, *Repenser l'Algérie dans l'histoire* (Editions L'Harmattan, 2013), p 84.

¹⁰⁶⁶ Pour Michael Taylor, même lorsque les populations civiles ont des préférences politiques, leur priorité absolue dans un contexte de guerre est d'assurer leur sécurité. Ceci pousse les acteurs en conflit à essayer de les attirer de leurs côtés en leur offrant certains avantages ou garanties. Michael Taylor, *Rationality and Revolution* (Cambridge University Press, 1988), p 63-9. Dans le cas de la guerre civile algérienne, les populations solidement organisées, mais isolées et démunies de relais avec le pouvoir, se retrouvent forcées de négocier leur sécurité avec les groupes islamiques armés. Ainsi, même lorsqu'elles éprouvent une animosité avérée envers les djihadistes, elles ne se risqueront pas à les défier.

¹⁰⁶⁷ Pour Anthony Oberschall, il est bien plus probable que les leaders situés à l'intérieur de leur collectivité soient ceux qui y exerceront le plus d'influence et non pas ceux situés à l'extérieur. Oberschall, *Social Conflict and Social Movements*, op.cit.

La situation caractérisée par un faible niveau d'intégration verticale, couplé à un haut niveau d'intégration horizontale, offre donc incontestablement de meilleures conditions pour l'adhésion des populations civiles à la cause djihadiste. Toutefois, pour que l'adhésion soit optimale et massive, encore faut-il que les leaders soient capables d'enclencher un effet d'entraînement en faveur de la mobilisation djihadiste.

Pour certains des anciens djihadistes que nous avons interviewés, l'un des enjeux majeurs consistait à couper les civils (potentiellement mobilisables) de tout contact pouvant favoriser leur intégration aux cercles de pouvoir associés au régime. Une fois la segmentation accomplie, puis maintenue, il sera plus aisé de mobiliser ces civils contre les forces engagées par le pouvoir en place : *«L'État est malicieux, quand il voit que les choses se gâtent, il pompe de l'argent de manière anarchique. Il essaye d'acheter les gens, il entre dans la démagogie en promettant des projets du genre : on va vous ramener l'électricité, l'eau, le gaz, la route...etc. Il fait comme le diable, il te promet le monde entier, mais en fin de compte il t'emmène vers le gouffre. Il te promet la protection, mais il n'est même pas capable de te protéger contre ses propres soldats. Mais les gens sont dans une situation de faiblesse, ils ont besoin de manger, de travailler, donc ils peuvent facilement succomber à la tentation. Nous, avec le peu qu'on avait, on leur a démontré qu'on pouvait être plus forts et qu'on restait à leurs côtés dans le bonheur et dans le malheur. On partageait avec eux notre pain de la même manière qu'ils le faisaient pour nous. Quand les gens voient que dans les pires moments tu restes auprès d'eux et qu'ils peuvent compter sur toi, ils choisiront ton camp »¹⁰⁶⁸.*

« Les civils ont peur, ils ne peuvent pas se défendre, parfois ils doivent collaborer malgré eux. Nous, on ne leur interdisait pas de garder leurs commerces ouverts, de labourer leurs champs, d'aller travailler, de prendre les transports...etc. Mais il n'était pas question qu'ils fréquentent des membres des services de sécurité, des députés, des militaires...tous ceux qui travaillent avec l'État. Cela crée forcément des amitiés et ensuite ils deviennent des informateurs. Tout le monde était prévenu, on ne répondait pas de la mort d'une personne tuée parce qu'elle accompagnait un agent de l'État. Pour les informateurs et les traîtres, un seul sort leur était réservé, la mort ¹⁰⁶⁹».

Le besoin d'attirer le soutien des civils, mais plus encore, de savoir le conserver, est un élément clé dans la réalisation de l'objectif majeur des djihadistes, celui de l'établissement de

¹⁰⁶⁸ Entretien avec Mokhtar, ancien militant du FIS, et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

¹⁰⁶⁹ Entretien avec Abderezzak, ancien sympathisant du FIS, et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

l'« État de la Khilafa ». Pour atteindre cet objectif, l'idéologie du salafisme djihadiste demeure l'outil le plus efficace dans l'encadrement des croyances répandues chez les populations civiles.

Comme le notait si bien Oberschall, sans l'existence d'une idéologie de légitimation, il serait sans doute bien plus difficile pour les challengers du statu quo, de justifier auprès des populations la violence contre l'État¹⁰⁷⁰. Ceci est d'autant plus vrai que cette violence n'est pas dirigée exclusivement contre les symboles du régime, mais souvent aussi, contre les populations elles-mêmes. Dans certains cas, pour que l'adhésion des civils résiste aux comportements parfois extrêmement violents de certains groupes armés, des techniques de manipulation s'avèrent nécessaires. Il peut s'agir de manipulation politique fondée sur des «mécanismes de crédulité», ou bien de discours salafiste radical tendant à contrôler les consciences pour y susciter une conviction religieuse. Le récit de Djamila, ancienne djihadiste, nous éclaire un peu plus sur cette logique de manipulation utilisée par les groupes islamiques à l'égard des civils : « Dans le discours des djihadistes, il y avait tout le temps des compliments élogieux pour les familles qui participaient activement au djihad, surtout lorsque celles-ci offraient des martyrs parmi ses membres. En réalité, je ne te mentirai : moi aussi je ressentais beaucoup de fierté comme toutes les autres familles. Cette fierté était très forte parce qu'on se projetait dans l'avenir. On nous a fait croire que lorsque l'État islamique sera installé, les familles djihadistes auront une position et un statut important en son sein. Des fois, j'avoue qu'on avait un peu de mépris pour les familles qui ne participaient pas au djihad. Eux, on les voyait comme une population de seconde catégorie. C'est un peu comme les anciennes familles des moudjahidines (de la guerre pour l'indépendance), à la fin de la guerre, elles ont eu plein de privilèges et étaient devenues très respectées. C'est pour cela que beaucoup de gens ont apporté leurs soutiens au GIA (...) Mais c'est vrai qu'il y avait aussi beaucoup de conviction, ces les fatwas, tout le monde y croyait (...) on t'apporte des preuves avec des versets coraniques et des hadiths du prophète, comment peux-tu aller à l'encontre de ça ! Parfois les gens assistaient de loin à des exécutions sans vraiment broncher, en tout cas ils se taisaient, ils ne faisaient rien, mon mari faisait de même, et parfois était avec eux (les exécuteurs du GIA) (...) ¹⁰⁷¹»

Pour Abdallah, ancien membre du GIA, l'adhésion de la population civile à la logique de la violence djihadiste tient principalement au degré de sa perméabilité au discours religieux. Les effets produits par l'idéologie du salafisme djihadiste vont, selon lui, bien au-delà de ce que peuvent produire les réactions émotives et spontanées. L'action qui en résulte, est censée obéir à des normes religieuses précises et doit s'aligner à une conduite uniforme du djihad à l'échelle

¹⁰⁷⁰ Anthony Oberschall, « Explaining Terrorism: The Contribution of Collective Action Theory », *Sociological Theory* 22, n° 1 (1 mars 2004): 26-37.

¹⁰⁷¹ Entretien avec Djamila, ancienne djihadiste et épouse d'un djihadiste du GIA, op.cit.

nationale. Ce qui n'est pas le cas lorsque la violence est dictée par un simple sentiment de colère ou un désir de vengeance : « *Le djihad n'est pas l'affaire d'un individu ou d'un groupe, c'est l'affaire d'une Oumma. Il est réglé par le coran et la sunna, pas par les hommes (...) c'est pour cela que les gens adhéraient au djihad. Ils se savaient mieux protégés à partir du moment où ils comprenaient que la violence n'était pas dirigée contre eux, mais contre les ennemis d'Allah. D'un autre côté, ils voyaient bien que la répression de l'État n'obéissait à aucune règle. Quand les gens apprenaient qu'un civil a été tué, ils savaient qu'il ne pouvait s'agir que d'un informateur dissimulé parmi eux. Les gens ne sont pas dupes, parfois ils sont mieux informés que nous ! et même quand il s'agissait d'erreurs commises par nos frères, ils le comprenaient (...) la cause du djihad est bien trop grande pour qu'ils retournent leurs vestes à cause d'une bavure (...), mais les massacres qui se sont produits après, ça, c'est une autre histoire*»¹⁰⁷².

L'enjeu que représente le contrôle de la population chez les djihadistes, implique donc un encadrement idéologique pour lequel ces derniers seront souvent tentés d'utiliser une répression sélective, mais aussi, brutale, à l'encontre de la population elle-même. Cela dit, comme le notait Jean Pierre Derriennic, il serait bien difficile d'imaginer un contrôle sur une quelconque population, en l'absence d'un monopole territorial de la force¹⁰⁷³. Ce qui nous ramène à une question cruciale, celle de l'ampleur de l'occupation de l'espace par les djihadistes.

c) Le contrôle de l'espace territorial : les djihadismes localisés

Parler d'un contrôle territorial par les djihadistes semble à première vue contradictoire avec la logique même de la stratégie de guérilla. Comme le notait J. P Derriennic, il serait bien difficile d'imaginer que celle-ci puisse exercer un contrôle stable et permanent sur une portion de territoire bien délimité, même si elle ne peut se passer de base territoriale¹⁰⁷⁴. De notre point de vue, il est bien plus pertinent de parler en terme de capacité d'action durable sur un territoire délimité qu'en terme de son occupation permanente. Il est en effet bien connu que les groupes islamiques armés ne sont jamais parvenus à occuper des villes algériennes¹⁰⁷⁵. Luis Martinez notait à ce propos que si le GIA et l' AIS ont pu s'implanter dans les maquis, ils n'ont

¹⁰⁷² Entretien avec Abdallah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

¹⁰⁷³ Jean Pierre Derriennic, *Les guerres civiles*, op.cit. p 176.

¹⁰⁷⁴ Ibid., p 169.

¹⁰⁷⁵ Luis Martínez, *La guerre civile en Algérie*, op.cit, p 329.

pu s'y maintenir de manière durable¹⁰⁷⁶. Néanmoins il paraît bien évident que le GIA a su bien mieux s'implanter en milieux urbains que n'a pu le faire l'AIS. En effet alors que celui-ci semble essentiellement rural, le GIA paraît essentiellement urbain et périurbain¹⁰⁷⁷.

Aberrahmane Moussaoui fait remarquer que de nombreux « caïds » de quartiers populaires d'Alger se sont convertis en émirs du djihad. À l'image de Moh Leveilly (mécanicien), Abdelhak Layayda (taulier) ou Saïd le tôlier (mécanicien), ces émirs du GIA étaient avant tout considérés comme des « bandits d'honneur » qui se sont ralliés à la cause djihadiste¹⁰⁷⁸. Sans aucune formation religieuse consistante, ces émirs étaient très proches des populations des quartiers sur lesquels ils exerçaient une grande influence. En réalité, ils étaient eux aussi issus d'un milieu social modeste et marginalisé. Il n'est donc pas étonnant que le GIA ait pu constituer une alternative pour les individus les plus marginalisés de la jeunesse urbaine qui en quelque sorte, s'identifiaient aux personnages incarnés par ses nouveaux émirs.

Cette jeunesse sous-urbanisée et hostile au pouvoir, constituait sans aucun doute un vivier inestimable pour le GIA sans lequel aucune action en milieu urbain n'était possible. Par sa stratégie de guérilla urbaine, le GIA espérait mener son djihad dans les villes, là où ses actions seraient mieux visibles, plus spectaculaires, et surtout, davantage médiatisées. Dès lors, l'action en milieux citadins requiert un effort prioritaire pour le GIA. Pour Omar et Mouloud, (anciens membres du GIA), cela fut le premier enjeu du djihad contre le régime algérien : *« C'est logique que le djihad commence dans la ville ! c'est là que tout se joue ! le FIS a gagné surtout grâce aux villes, là où il y a de la densité démographique. C'est d'abord dans les villes que tout se passe au départ. C'est là où les premières opérations contre les forces de sécurité ont commencé, où les premières cellules du djihad se sont constituées. La répression menée par les autorités dans certains quartiers n'a fait que renforcer les liens de solidarité entre les familles sympathisantes de la cause islamique. La situation était devenue très chaude, chacun voulait marquer son territoire. On est arrivé à un point où des familles se surveillaient les unes les autres. Tel policier ne pouvait plus passer la nuit chez lui, car il risquait d'être abattu par les moudjahidines, et tel moudjahid ne pouvait plus se*

¹⁰⁷⁶Entretien avec Luis Martinez, propos recueillis par Bernard Ravenel et Jean-Christophe Ploquin, « Algérie : terrorisme et guerre civile », in revue Confluences méditerranée, *Terrorismes et violence politique*, n°20, hiver 1996-1997, (L'Harmattan, 1996), pp 31-39 .

¹⁰⁷⁷Balencie, *Mondes rebelles*, op.cit, p 1171.

¹⁰⁷⁸Abdarrahman Mousaoui, *De la violence en Algérie: les lois du chaos* (Barzakh, 2006), p 196-197.

montrer dans le quartier de peur d'être dénoncé par les familles des policiers (...) La guerre a commencé réellement dans les quartiers avant d'aller dans les campagnes (...) ¹⁰⁷⁹»

« L'important n'est pas d'occuper militairement des villes ! c'est impossible on n'avait pas de chars ni d'avions ! le plus important c'est de pouvoir agir là où il le fallait à chaque fois que l'on en avait besoin. Dans certains quartiers, même lorsque nous n'y étions pas, les forces de sécurité ne se risquaient presque jamais. Ils savaient que tout le monde était de notre côté. Ils ne prenaient même pas le risque de continuer une poursuite contre un frère si celui-ci pénétrait un quartier connu proche des moudjahidines ; ils pouvaient très facilement tomber dans une embuscade (...) ¹⁰⁸⁰»

Le discours de NABIL, un ancien membre des forces de sécurité, rend compte encore davantage des difficultés que rencontraient les autorités dans le quadrillage des quartiers dits sensibles, connus pour leur soutien à la cause islamique : *« on était dans le risque à chaque fois, on vivait dans la même psychose que les terroristes. Moi, je ne suis pas rentré chez moi durant 7 ans ! mon quartier était infesté de terroristes. Ils étaient vraiment nombreux dans des quartiers tels que La Montagne ou Gue Soleil (périphérie d'Alger). C'était une guerre interquartier en quelques sortes, on leur a interdit de rentrer chez eux et ils nous ont empêchés de rentrer chez nous. Ça a joué sur le moral des deux côtés, mais c'est comme ça ! c'est les risques du métier (...), mais ce qui nous rendait vraiment furieux c'était la passivité des habitants des quartiers : lorsqu'un collègue était abattu, on butait contre un mur de silence, personne n'avait rien vu. Bien sûr souvent les gens avaient peur des représailles, mais parfois aussi, ils étaient complices » ¹⁰⁸¹.*

Pour Luis Martinez, cette apparition des groupes armés dans certains quartiers a fait émerger un contrôle social exercé par les djihadistes sur la population. En effet, les groupes armés ont par exemple fourni aux populations locales une relative protection contre le phénomène de la délinquance. Ce phénomène était devenu très répandu depuis la dissolution des conseils municipaux du FIS : ces derniers avaient mené une véritable politique de prévention de la délinquance à travers un travail de militantisme islamique ¹⁰⁸². De cette sorte, les émirs des groupes armés se rendent maître du terrain en palliant l'absence des services de sécurité et en exerçant un contrôle social sur des zones déclarées comme « territoires libérés ».

¹⁰⁷⁹ Entretien avec Omar, ancien membre d'un groupe armé, profession : commerçant, âge : 52 ans, niveau d'étude, Bac + 1.

¹⁰⁸⁰ Entretien avec Mouloud, ancien membre d'un groupe armé, profession commerçant, âge : 45 ans, niveau d'étude, deuxième année lycée.

¹⁰⁸¹ Entretien avec NABIL, ancien membre des services de sécurité, affilié à la lutte antiterroriste, profession : fonctionnaire, âge : 46 ans.

¹⁰⁸² Martínez, *La guerre civile en Algérie*, op.cit, p 124.

Dès lors, les délinquants se trouvaient devant deux choix différents : se convertir au travail du djihad ou quitter le quartier¹⁰⁸³.

L'enjeu suscité par le quadrillage des zones urbaines, renseigne sur l'importance de l'occupation (même temporaire) du terrain, sans laquelle, l'action armée ne peut se maintenir de manière durable et efficace. La présence de la guérilla islamique en milieu urbain est sans doute un indice révélateur de l'effondrement du monopole d'État sur la violence. Dès les toutes premières années de l'insurrection djihadiste en Algérie, la violence légitime de l'État s'est vue remise en cause par des monopoles locaux de la violence salafiste. Les djihadistes exercent à des degrés différents une violence d'ordre physique et symbolique sur certains quartiers périurbains d'Alger.

À défaut de pouvoir occuper le terrain militairement, les djihadistes développent des réseaux de contrôle et de surveillance en milieu urbain¹⁰⁸⁴. Comme nous l'expliquait Omar, les habitants des quartiers concernés, même lorsqu'ils n'adhéraient pas à la cause islamique, se savaient surveillés et ne prenaient souvent pas le risque de dénoncer les djihadistes. Le coût encouru aurait été bien trop grand : *« Si tu veux gagner une guerre, il ne faut pas compter que sur la Kalachnikov. Il te faut le renseignement, la vigilance, la volonté et la croyance en Allah. Il y avait un peu de tout cela, comme au temps de la révolution. Le boucher nous renseignait, le boulanger nous renseignait, le maçon aussi, les enfants qui allaient à l'école. C'est grâce à cela que nous connaissons les mouvements de patrouilles de police et de la gendarmerie (...) la vraie question n'est pas de savoir s'ils y étaient contraints ou pas. Les moudjahidines de la révolution aussi obligeaient les gens à les informer ou à les soutenir logistiquement (...) dans des situations de guerre, les gens sont paralysés par la peur (...) si on ne les cadre pas, l'ennemi les retournera contre toi. Il vaut mieux que cette peur soit positive (...) qu'ils aient peur de nous trahir bien plus qu'ils ne peuvent avoir peur de désobéir à l'État oppresseur¹⁰⁸⁵».*

Cela dit, au-delà de l'importance même d'occuper l'espace urbain, il y a aussi la nécessité pour les groupes djihadistes d'optimiser l'exploitation de la topographie de cet espace. L'utilisation par le GIA du réseau des égouts d'Alger est à cet égard, un exemple hautement illustratif. Ainsi, les djihadistes ont pu, durant des années, trouver des refuges et des possibilités de déplacement grâce à ce réseau qui compte des kilomètres de longueur et

¹⁰⁸³ Martinez souligne qu'en dépit de leur apparente conversion au djihadisme, les délinquants ne font souvent qu'obéir de manière conjoncturelle à la domination des groupes armés en situation de force. Ibid., p 124.

¹⁰⁸⁴ Ibid., p 329.

¹⁰⁸⁵ Entretien avec Omar, ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

dessert plusieurs quartiers d'Alger¹⁰⁸⁶. Un autre exemple nous est fourni par les innombrables affrontements qui se sont déroulés au niveau de la Casbah d'Alger, opposant les djihadistes et les forces de sécurité. La difficulté pour les autorités algériennes d'intervenir dans des zones où la configuration urbanistique est complexe et la démographie dense offre certains avantages aux groupes djihadistes incrustés dans le tissu urbain. Connue pour ses maisons emboîtées les unes aux autres avec des ruelles très étroites et des terrasses qui communiquent entre elles, la Casbah d'Alger a servi (comme à l'époque de la guerre pour l'indépendance) aux groupes djihadistes comme lieu de retranchement. Sur ce point précis, Hassan Zerrouky avait relaté un nombre impressionnant d'opérations djihadistes exécutées à partir de ce lieu mythique d'Alger où certains émirs connus du GIA sont tombés à l'image de Lies Laachachi, Bouhamoum Mohamed (alias Moh Jetta) et Yacine Lamara (alias Napoli)¹⁰⁸⁷.

D'autres espaces géographiques offrant un cadre urbanistique anarchique et surpeuplé ont aussi permis aux groupes djihadistes d'y prospérer profitant de la sous-administration et de la désorganisation qui y régnait. À titre illustratif, on peut citer les localités Baraki, Oued Ouchayeh, Meftah, Cherarba et Bachjarah situés à quelques kilomètres seulement du centre d'Alger. Il est à noter que ces localités se situent dans une zone géographique où le FIS avait obtenu un score allant de 51% à 75%¹⁰⁸⁸.

L'autre espace géographique offrant un cadre topographique non moins important que celui de la ville est le maquis. La répression menée par les services de sécurité et l'armée dans les centres urbains, notamment dans la wilaya d'Alger, a conduit les groupes armés à enclencher très tôt une guérilla rurale. S. Labat notait que sous l'effet des opérations conduites par l'armée dans les « banlieues vertes » de l'Algérois, nombre de militants avaient déjà trouvé refuge dans les campagnes dont ils étaient souvent originaires¹⁰⁸⁹. Les propos qui nous ont été tenus par Rabah, un djihadiste algérois originaire de la région de grande Kabylie, confirment amplement cette logique, qui est celle de préférer les régions où l'on possède déjà certains repères qui peuvent être d'ordre mémoriel, culturel, familial, etc. : « *En ville les choses sont devenues plus difficiles pour moi. Dans les quartiers où je me réfugiais, les ratissages étaient devenus*

¹⁰⁸⁶ Voir : Le Quotidien L'Humanité du mardi 30/03/1998. Voir aussi Salah-Eddine Sidhoum, « Chronologie d'une tragédie cachée (11 janvier 1992 – 11 janvier 2002) », publié par Algeria-Watch, lien internet http://www.algeria-watch.org/mrv/2002/chrono/chrono_1998a.htm . Dernière consultation : le 13/07/2014.

¹⁰⁸⁷ Hassane Zerrouky, *La Nébuleuse islamiste en France et en Algérie* (Editions 1, 2002).

¹⁰⁸⁸ Voir le chap. II.

¹⁰⁸⁹ Labat citait l'exemple du quartier de Belcourt à Alger dont les habitants sont pour la plupart originaires de la région de Jijel connue pour ses montagnes et ses forêts denses. Nombreux ont été les djihadistes de Bêlcourt qui se sont réfugiés dans les massifs de Jijel. Voir : Séverine Labat, *Les Islamistes algériens, entre les urnes et le maquis*, op.cit, p 258.

trop fréquents. Quand je me rabattais sur des refuges chez des amis ou chez la famille, je n'étais souvent pas seule, tu risques de te faire remarquer à tout moment. Je les mettais en danger (...) je suis d'abord parti me cacher dans les hauteurs de Dellys pour un petit moment, puis je me suis dirigé vers la forêt Mizrana. Je connais bien la région, c'est mes racines (...) là où se trouvaient déjà de nombreux frères du djihad. J'en connaissais d'ailleurs quelques-uns, certains de noms, d'autres étaient soit des cousins lointains soit d'anciennes connaissances (...) du point de vue confort, c'était un peu la misère, mais du point de vue sécurité, je peut te dire qu'on dormait souvent sur nos deux oreilles. Même quand il y avait des opérations militaires, on se déplaçait d'un point à un autre, et puis quelque temps après on revenait au même endroit comme si rien ne s'était passé¹⁰⁹⁰».

Dans la même lignée que le FLN révolutionnaire des années cinquante ou même les guérillas sud-américaines des années soixante, les groupes salafistes armés empruntent le chemin des maquis. À l'image de ce que préconisait Guevara ou Debray quelques dizaines d'années plus tôt, les djihadistes s'appliquent à créer plusieurs foyers de guérilla rurale¹⁰⁹¹ ayant pour objectif de rallier massivement les paysans autour d'eux. Si bien que le nombre phénoménal de groupes armés qui ont envahi les campagnes à proximité des villes est devenu une source de conflictualité intense entre les différentes factions du djihad.

La place accordée par les djihadistes au maquis se perçoit clairement à travers le discours d'Omar. Les propos de ce dernier nous rappellent étonnamment la théorie de Carlos Marighela sur la guérilla¹⁰⁹². En effet, en dépit de sa préférence indiscutable pour la guérilla urbaine, Marighela considérait qu'il ne fallait pas pour autant surestimer la lutte armée en milieu urbain. Le risque serait de subir dans les villes un encerclement stratégique impossible à rompre sans le déclenchement d'une guérilla rurale¹⁰⁹³. Omar va dans le même sens, à peu de chose près qu'il ne s'inscrit point dans une logique révolutionnaire, mais de djihad sacré : « Pour moi, la question n'est pas de savoir où on peut se cacher, dormir, manger, mener le combat à la gloire d'Allah, etc. Certains sont tombés en martyrs au centre-ville et certains sur les hauteurs des montagnes. Le djihad est fait pour combattre le mécréant oppresseur là où il se trouve ! si tu lui laisses la ville, dis- toi qu'il a déjà gagné. Si tu lui laisses la montagne, il viendra te frapper par-derrière. Si tu

¹⁰⁹⁰ Entretien avec Rabah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

¹⁰⁹¹ Mario Bettati rappelle que le foquisme (de *foco* = foyer), théorie de la guerre révolutionnaire développée par Che Guevara, était fondée sur la guérilla rurale. Cette théorie a été une référence incontournable pour les foyers de guérillas rurales déclenchées dans plusieurs pays d'Amérique latine dans les années soixante. Voir : Mario Bettati, *Terrorisme (Le): Les voies de la coopération internationale* (Odile Jacob, 2013), p 19.

¹⁰⁹² Pour plus de détails concernant Carlos Marighela et sa théorie de la guérilla urbaine voir : Anthony Joes, *Urban Guerrilla Warfare* (University Press of Kentucky, 2007), p 76-79.

¹⁰⁹³ Carlos Marighela, *manuel du guérillero urbain* (1969). Consultable sur le lien : <http://etoilerouge.chez-alice.fr/docrevinter/bresil1.html> . Dernière consultation : 14/07/2014.

choisis de te battre sur un seul front, il t' y encerclera et t'étranglera. Le prophète Mohamed, que la paix et les bénédictions d'Allah soient sur lui, a ordonné durant la bataille de Oh'oud contre les mécréants, que cinquante archers se mettent sur le haut d'une montagne afin de protéger le dos des guerriers musulmans. Les archers ont désobéi et cela a changé le cours de la bataille ¹⁰⁹⁴».

Jean-Louis-Dufour n'a certainement pas tort de rappeler que même si les premières phases d'une insurrection sont quasiment toujours urbaines, les séquences suivantes se déroulent aussi en zones rurales¹⁰⁹⁵. Jean Pierre Derriennic approuve cette idée même, en affirmant que pour qu'une guerre civile puisse durer, il faudrait qu'elle soit implantée à la campagne, là où le terrain peut se révéler particulièrement plus difficile d'accès pour une armée régulière¹⁰⁹⁶. Le pilonnage régulier par l'armée algérienne des massifs de Mizrana dans le nord-est de la Kabylie incarnait l'image emblématique d'un maquis djihadiste imprenable pour l'armée algérienne. La route nationale n°24 dans sa partie qui borde les montagnes de Mizrana en reliant la commune de Dellys à celle de Tigzirt (sur 25 kms) a dû être fermée à la circulation durant 24 ans ! (de 1994 à 2012). Constituant un véritable coupe-gorge, avec ses lots de faux barrages, d'embuscades, de rackets, etc., cette route était devenue bien trop dangereuse, tant pour les civils que pour les forces de sécurités¹⁰⁹⁷. Dans la presse algérienne, cette région faisait encore dans un passé récent les titres sur la situation sécuritaire. La carte dressée par le quotidien national El Watan sur l'intervention de l'armée dans les massifs forestiers kabyles (décembre 2010) reflète l'image d'une présence constante des groupes djihadistes dans cette zone, du moins de 1994 à 2010 (voir la carte n°25).

¹⁰⁹⁴ Entretien avec Omar, ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

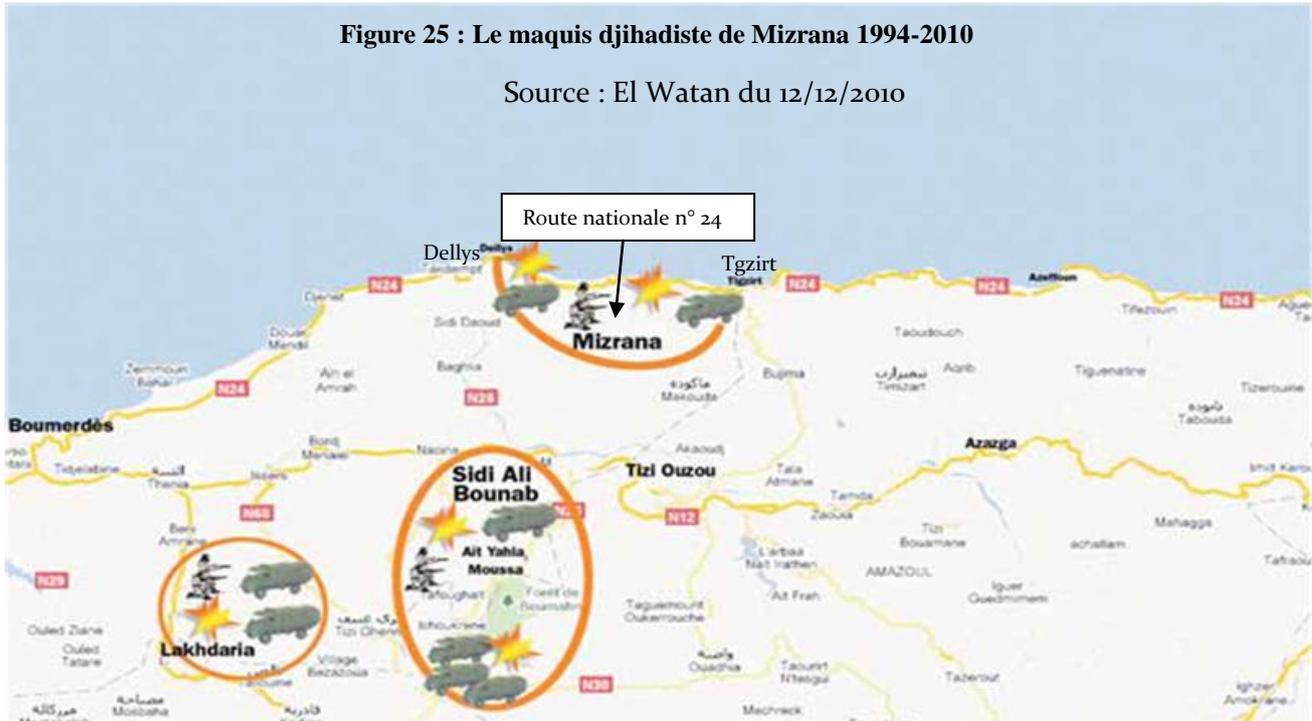
¹⁰⁹⁵ Jean-Louis Dufour, *Guerre, la Ville et le Soldat*, (Odile Jacob, 2002), p 176.

¹⁰⁹⁶ Jean Pierre Derriennic, *Les guerres civiles*, op.cit, p 170.

¹⁰⁹⁷ Sur ces années 1990, nous avons nous-mêmes des souvenirs très précis sur ses pilonnages, notamment durant l'été 1994, où nous avions observé (depuis une grande colline près de Dellys), un ballet incessant d'hélicoptères de combat, qui se déplaçaient en nombre impressionnant pour aller bombarder le maquis djihadiste à Mizrana. La route a finalement été ouverte le 20 décembre 2011 en suscitant un intérêt de premier ordre pour les médias algériens. Sa réouverture fut considérée comme un symbole palpable du retour à la paix et de la mainmise des autorités sur cette région sensible.

Figure 25 : Le maquis djihadiste de Mizrana 1994-2010

Source : El Watan du 12/12/2010



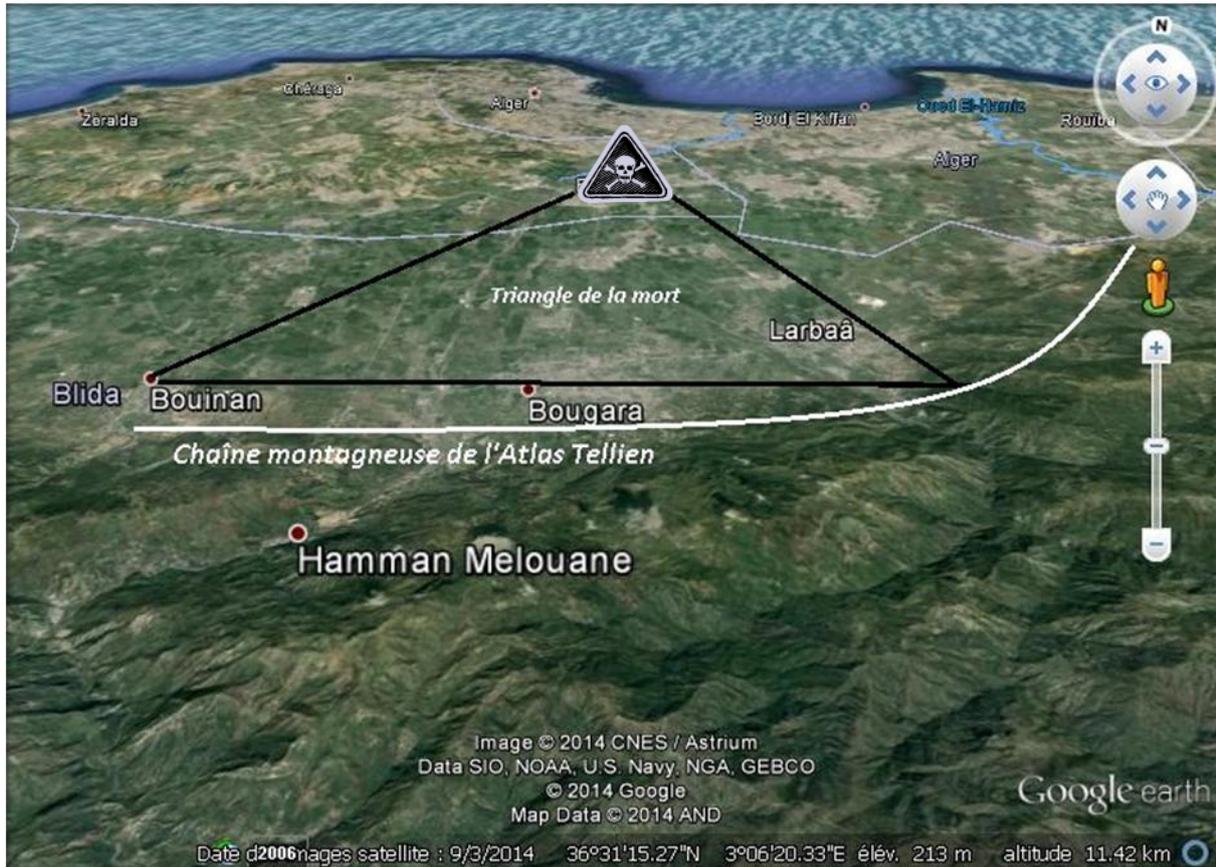
Cette endurance de l'action djihadiste en milieu rural, nous ramène aux propos de S. Kalyvas tendant à considérer l'existence d'une base territoriale (au sens géographique du terme) comme un élément crucial pour garantir l'efficacité militaire dans un contexte de guerre civile¹⁰⁹⁸. On comprend mieux pourquoi les groupes djihadistes armés (notamment ceux affiliés au GIA) se sont progressivement retirés vers des zones boisées entourant les villes où ils ont échoué à s'implanter durablement. Le fait que la mythique plaine de la Mitidja ait été le théâtre principal de la violence armée dans la région Centre, s'explique aussi en grande partie par la présence d'une chaîne montagneuse boisée qui la borde et dans laquelle le GIA avait installé ses campements¹⁰⁹⁹ (voir carte n° 26). Formant le fameux triangle de la mort autour de Baraki, Larabaa et Blida, les principaux périmètres de l'action djihadiste dans la région Centre comptent le plus grand nombre d'attentats comparativement aux autres régions du pays¹¹⁰⁰.

¹⁰⁹⁸ Stathis N. Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War* (Cambridge University Press, 2006), p 132.

¹⁰⁹⁹ Miriam R. Lowi, *Algeria, 1992-2002, Anatomy of a Civil War*, in Paul Collier et Nicholas Sambanis, *Understanding Civil War: Africa* (World Bank Publications, 2005).

¹¹⁰⁰ Voir en annexe les cartes établies par Jean-Michel Salgon en collaboration avec Mohand Khelil et Roger Tebib sur le nombre d'acte terroristes à travers le pays entre 1995 et 1998. Jean-Michel Salgon, *Violences*

Figure 26 : Mitidja, zone de conflictualité au pied de la chaîne montagneuse de l'Atlas Tellien



Plusieurs maquis se sont aussi formés dans d'autres régions du pays, reproduisant parfois le même schéma géographique autour d'un triangle de la mort, à l'image de celui formé à l'est autour de Boumerdes, Bouira et Tiziouzou¹¹⁰¹ ou celui formé à l'ouest autour de Tيارت, Relizane et Tisemsilt¹¹⁰². Le contrôle des axes routiers longeant les zones rurales et reliant les villes devient aussi un enjeu majeur. À tel point que cela provoquera une rivalité intense entre différents groupes djihadistes armés. Luis Martinez donnait l'exemple de l'axe routier reliant Alger à Constantine tombé dans sa totalité sous le contrôle du GIA dès 1994, alors qu'au

ambiguës : aspects du conflit armé en Algérie (Paris: Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie Modernes, 1999).

¹¹⁰¹ Cette zone demeure d'ailleurs jusqu'à nos jours, la plus active en matière de mouvement des groupes djihadistes. Les informations sur l'actualité de la situation sécuritaire rapportées régulièrement par la presse algérienne le démontre amplement.

¹¹⁰² Liess Boukra, *Algérie: la terreur sacrée* (Favre Sa, 2002), p 266.

départ, il était sous domination des MIA (dans sa partie Alger-Lakhdaria) et du MEI (dans sa partie (Sétif-Constantine)¹¹⁰³.

Les activités des groupes islamiques armés finissent par s'étendre géographiquement à la plupart des wilayas du pays (du moins à celles situées au nord) même si certaines zones demeurent relativement plus calmes que d'autres (voir le tableau n°14).

Tableau 14 : Classement par zones à risque pour l'année 1998

Zone I : sans actes de violence djihadiste répertoriés	Zone II : activités sporadiques avec attentats ciblés	Zone III : Mixte (attentats ciblés, massacres collectifs et attentats aveugles) avec activités régulières	Zone IV : Mixte forte présence d'activités d'actions djihadistes affrontements quotidiens
Mila, Khenchela, Souk-Ahras, Ouargla, Mostaganem, Naama, Adrar, Béchar, Tamanraset, Illizi, Tindouf	Tizi-Ouzou, Bejaïa, Sétif, Skikda, Constantine, Tébessa, Oum el Bouaghi, Batna, Biskra, El Tarf, Guelma, Bordj-Bou-Arreidj, Annaba, El Oued, Relizane, Ain Timouchent, M'sila, El Bayadh, Ghardaïa	Blida, Bouira, Boumerdès, Médéa, Tipasa, Jijel, Tlemcen, Sidi Bel Abbes, Mascara, Oran, Laghouat, Tiaret, Djelfa, Saïda, Tissemsilt, Gouvernorat du Grand-Alger.	Ain Defla, Chlef

Source : Jean-Michel Salgon, *Violences ambiguës : aspects du conflit armé en Algérie* (Paris: Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie Modernes, 1999).

Il serait sans doute bien difficile d'établir une cartographie précise et chiffrée sur le déploiement des différents groupes armés. Néanmoins, les informations que nous avons recueillies en nous appuyant sur différentes sources (presse, travaux de recherches et témoignages d'anciens djihadistes) nous permettent d'obtenir une vue générale sur les zones à forte présence des groupes armés (voir cartes n°27 et n°28).

¹¹⁰³ Luis Martínez, *La guerre civile en Algérie*, op.cit, p 324.

Figure 27 : Déploiement et zones opérationnelles du GIA

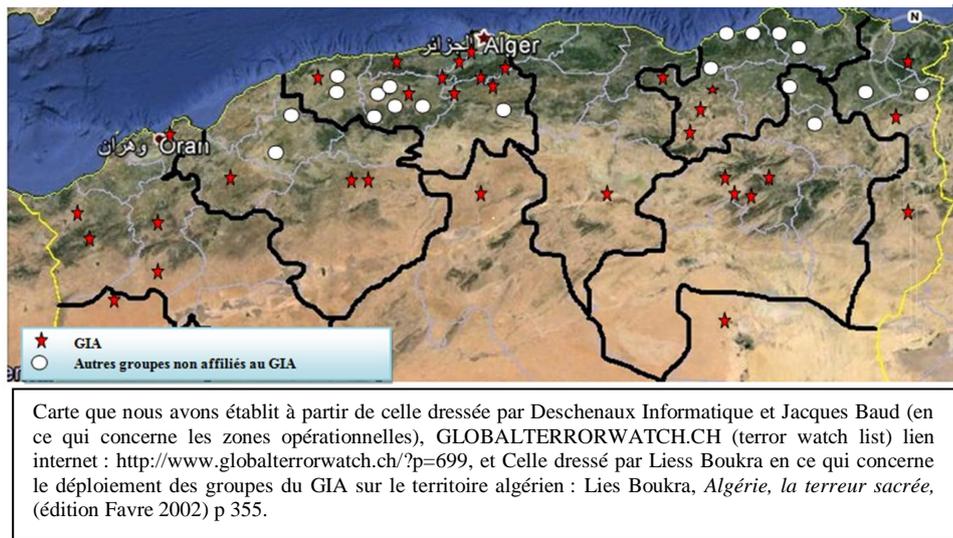
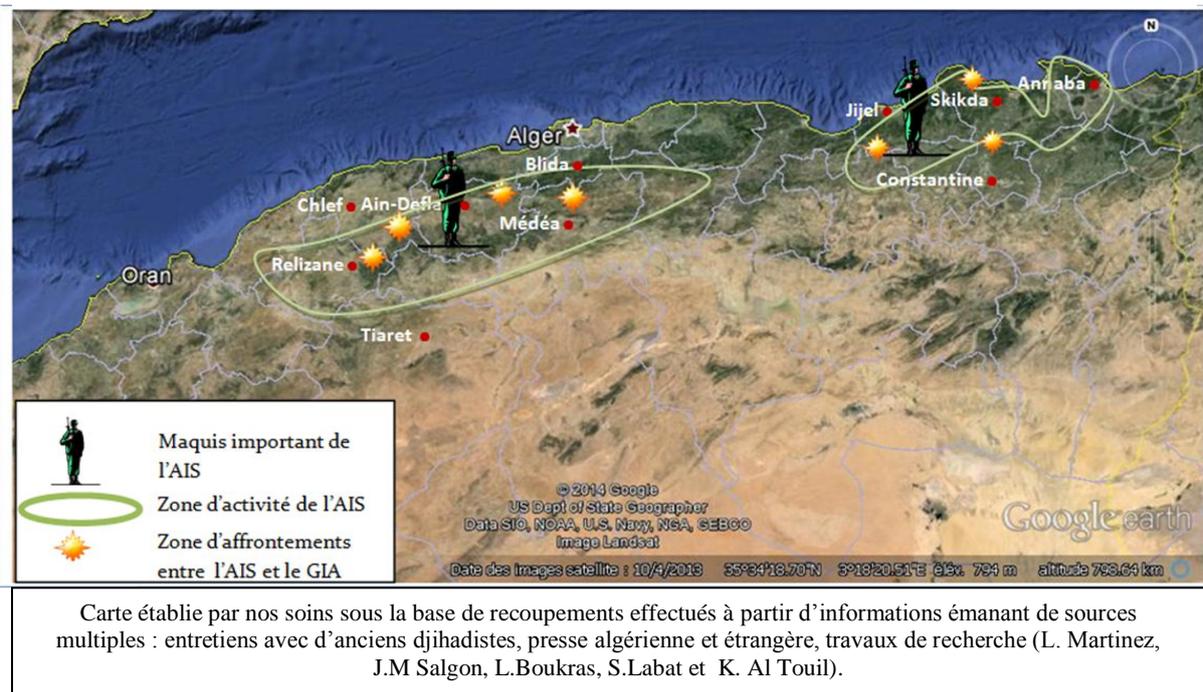


Figure 28 : Principales zones d'implantation et d'activité de l'AIS



La carte n°27 montre une présence plus concentrée du GIA sur la zone géographique du centre, tandis que la carte n°28 laisse apparaitre, à l'Est comme à l'Ouest, une présence plus importante des effectifs de l'AIS qui tente de préserver ses positions face aux groupes du GIA rival.

Le déploiement des groupes djihadistes sur le terrain offre ainsi un panorama composé d'une mosaïque de différents groupuscules armés dont chacun détient un contrôle territorial limité et éphémère. La topographie du terrain, sa densité démographique, mais aussi, le niveau de sous-administration qui y règne semble être parmi les facteurs les plus lourds qui président à la prospérité des groupes islamiques armés.

C'est pour cela qu'il serait absolument déraisonnable de négliger le rôle crucial de la nature du terrain pour toute action de guérilla. Comme le note G. Chaliand, cette dernière étant détentrice de l'initiative, elle doit exploiter au maximum l'avantage du terrain lorsque celui-ci joue en sa faveur. Le choix du terrain où la lutte armée doit s'implanter relève donc d'une importance capitale, d'autant plus que ses espaces constitueront un enjeu de lutte¹¹⁰⁴.

d) Support matériel et financement en faveur du djihad salafiste algérien

Souvent, durant les guerres civiles, bien plus que dans un contexte de compétition politique normal, l'affrontement des acteurs s'avère plus coûteux en terme de ressources matérielles et financières¹¹⁰⁵. Dans ce contexte, chaque acteur a intérêt à trouver un moyen de soutenir son effort de guerre afin d'assurer sa survie et celle de la cause qu'il défend. Si le pouvoir algérien pouvait compter essentiellement sur ses ressources tirées des exportations d'hydrocarbures¹¹⁰⁶, les groupes islamiques armés ne pouvaient compter que sur des réseaux de financement et de soutien logistique clandestins aux moyens beaucoup plus modestes. Orienter une partie de leur action djihadiste violente vers des objectifs lucratifs et substantialisables devient de ce fait un enjeu en soi pour les groupes djihadistes. D'autant plus que pour ces derniers, il s'agit surtout de garantir les capacités matérielles à même d'assurer l'action opérationnelle du djihad sur le terrain. La centralité de cette variable objectivable dans l'action djihadiste concrète nous impose d'identifier les mécanismes de financement et de soutien logistique qui assurent, aussi bien le fonctionnement, que la survie même d'un groupe salafiste armé.

L'un des principaux piliers sur lesquels reposent les ressources matérielles et financières du djihad salafiste est celui de l'apport personnel de chaque individu qui compose le groupe armé. Nous reviendrons plus loin sur les aspects liés à la rationalité économique ou

¹¹⁰⁴ Gérard Chaliand, *Guerres et civilisations* (Odile Jacob, 2005), p 404.

¹¹⁰⁵ Roman Hagelstein, *Explaining the Violence Pattern of the Algerian Civil War*, HiCN Working Paper (Households in Conflict Network, 2008), <http://ideas.repec.org/p/hic/wpaper/43.html>.

¹¹⁰⁶ Kalyvas, « WANTON AND SENSELESS? », op.cit.

psychologique qui pèsent sur le choix individuel quant à l'engagement en faveur de l'action djihadiste. Pour l'instant, nous nous contenterons de rendre compte de l'apport économique consenti par ces djihadistes à l'égard de la cause du djihad salafiste.

C'est en s'appuyant sur leurs fonds propres comme sur leurs réseaux d'interconnaissances que les djihadistes parviennent le plus souvent à faire fonctionner leurs organisations, notamment lorsqu'elles se révèlent être de petite dimension. Lorsque la taille du groupe reste relativement restreinte (moins d'une vingtaine de membres), la gestion organisationnelle semble moins complexe : « *Quand tu te retrouves avec des gens que tu connais et à qui tu fais confiance, les choses sont moins compliquées. Chacun se débrouille de son côté pour apporter ce qu'il peut apporter (...) quand quelqu'un apporte à manger souvent c'est tout le monde qui en bénéficie, souvent on est à quatre, cinq ou dix dans une planque ou dans un maquis, on mange ce qu'on a, on reprend des forces par la grâce d'Allah et ça continue et chacun son tour (...)* »¹¹⁰⁷

« *Notre situation matérielle et morale fluctuait en fonction des conjonctures, ça, c'est normal ! lorsqu'on parvenait à s'établir de manière durable (quelques mois) dans un endroit précis, sans être harcelé par les bombardements ou les ratissages, on arrivait à se procurer presque tout. Chaque groupe devait se débrouiller seul pour gérer ses comptes, celui qui te dira qu'on avait un état-major qui nous distribuait de l'argent est un menteur ! Évidemment, on avait plus ou moins selon la situation de chaque personne, de l'argent ou des biens cachés ou mis de côté et qu'on a dépensé sur le groupe pour la gloire d'Allah. On avait tous un travail avant, on avait une situation, certains avaient très peu, mais d'autres n'avaient vraiment pas à se plaindre avant de prendre le maquis. Le seul problème était de pouvoir disposer du temps suffisant pour pouvoir transporter certains équipements ou de l'alimentaire. Il fallait faire attention, demander assistance à des personnes non suspectées pour les transporter, éviter de prendre de trop grandes quantités de nourritures... car ça éveillait les soupçons (...) ça demandait tout un travail alors qu'on n'était pas plus d'une quinzaine sauf dans les jours exceptionnels* »¹¹⁰⁸.

« *Il n'y'a pas eu de moudjahid qui se battait pour la gloire d'Allah et qui n'a pas apporté sa contribution. C'est le cœur même du djihad ! je ramène de chez moi, tu ramènes de chez toi, tu vas aller voir tes connaissances et je fais de même. Quand tu as la foi en Allah, les chemins les plus*

¹¹⁰⁷ Entretien avec M. Djaafar, ancien membre d'un groupe armé, op. cit.

¹¹⁰⁸ Entretien avec Abdallah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

inattendus te seront ouverts (...) nourriture, moyen de transport, logement et bien d'autres choses...¹¹⁰⁹»

Plus que les groupes installés dans les maquis, ceux établis en milieux urbains paraissent avoir plus de facilité à capter les ressources nécessaires à leur fonctionnement. La proximité aux réseaux de soutien y est certainement pour quelque chose si l'on s'appuie sur les propos de nos interviewés. En effet, souvent, l'apport crucial de membres passifs se révèle être la principale base logistique pour le djihad implanté en milieu urbain. Souvent non soupçonnés par les autorités, ces derniers parviennent plus facilement à assurer un approvisionnement régulier des cellules djihadistes présentes dans les villes et les zones périurbaines qui les entourent. L'activation de réseaux professionnels souvent composés d'anciens militants du FIS ou de sympathisants de « la cause islamique » a beaucoup contribué à la diversification des approvisionnements. Du matériel informatique, des médicaments, du matériel de construction, des engrais chimiques... autant de ressources dont la diversité nous renseigne sur la variété des réseaux professionnels sur lesquels repose la logistique de l'action armée salafiste (ingénieurs, médecins, pharmaciens, commerçants, agriculteurs...etc.) .

En revanche, dès que les groupes atteignent une taille plus conséquente (plus d'une vingtaine en général), ils semblent rencontrer des problèmes accrus en matière de gestion matérielle et financière. De la même manière que Michels le faisait observer à propos des organisations partisans et syndicales¹¹¹⁰, l'organisation djihadiste aura tendance à prendre de l'ampleur et son commandement se verra monopolisé par une élite restreinte de djihadistes professionnalisés. Ces derniers auront tout intérêt à se prémunir contre toute contestation interne ou de défection de leurs membres. Pour ce faire, ils useront de mécanismes de cooptation visant à fidéliser certains membres clés, et à limiter la fuite des élites au sein de leurs effectifs. Dans ces circonstances, l'accumulation des ressources servant autant à l'action opérationnelle qu'à l'enrichissement du groupe, devient l'un des principaux enjeux auxquels l'organisation du djihad est confrontée. Il apparaît ainsi qu'une partie de l'action est orientée vers des objectifs lucratifs ayant pour finalité l'accumulation de biens sélectifs destinés à récompenser les éléments les plus actifs : « (...) *peut-on considérer de la même manière quelqu'un qui sacrifie ses biens et sa personne pour la gloire d'Allah et quelqu'un qui propose son aide de temps*

¹¹⁰⁹ Entretien avec *Rabah*, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

¹¹¹⁰ Robert Michels, *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties* (Paris: Flammarion, 1971).

en temps !? Qui vit au quotidien sans vraiment se mettre en danger... c'est une question de bon sens... Allah le tout puissant a dit : [Certes, Allah a acheté des croyants, leurs personnes et leurs biens en échange du paradis. Ils combattent dans le sentier d'Allah, ils tuent et ils se font tuer]¹¹¹¹. Si Allah préfère ceux-là, comment veux-tu que l'émir ignore le sacrifice de chaque moudjahid ? Il se doit de le récompenser...Allah est immortel... il le récompensera par le paradis s'il tombe en martyr, mais l'émir n'est pas immortel... s'il ne prend pas garde à rendre justice à ceux qui méritent plus et ceux qui méritent moins, il rencontrera bien d'autres problèmes à l'intérieur de son groupe (...) c'est un problème que beaucoup de groupes armés ont connu ¹¹¹²».

Au regard de ce qui précède, on se rend bien compte que l'action djihadiste comprise comme une action collective violente est de nature à procurer des biens sélectifs (postes de responsabilité, gratification matérielle et/ou financière...etc.) pour assurer sa continuité. À leur tour, ces biens sélectifs seront de nature à favoriser le glissement d'une participation passive vers une participation plus active des djihadistes¹¹¹³.

Comme l'affirmait Michels, la professionnalisation qui accompagne l'accroissement des organisations, conduit à la complexification de leur gestion. Il ne s'agit plus de s'appuyer uniquement sur le volontarisme des membres, mais aussi, et surtout, sur les compétences des nouveaux leaders professionnels¹¹¹⁴. La professionnalisation qui touche certains groupes djihadistes algériens permet aux « professionnels du djihad » d'accaparer les postes de commandement. Ces derniers entreprennent d'intégrer la notion de profit dans l'action djihadiste. De ce fait, ils entendent vivre du et pour le djihad, de la même manière que des hommes politiques envisageraient de vivre de et pour la politique¹¹¹⁵.

Il n'est pas donc surprenant qu'il puisse exister une logique économique propre à chaque groupe armé, et que cette dernière puisse emprunter une dynamique autonome largement détachée des principes fondateurs du groupe djihadiste. En témoigne le processus de criminalisation qu'ont emprunté un grand nombre de groupes islamiques armés

¹¹¹¹ Coran, Sourate n°9, verset n°111.

¹¹¹² Entretien avec Abdallah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

¹¹¹³ Sur le rôle des biens sélectifs en faveur de la participation collective, voir : Mancur OLSON, *THE LOGIC OF COLLECTIVE ACTION* (Harvard University Press, 2009).

¹¹¹⁴ Michels, *Les partis politiques*. Op.cit

¹¹¹⁵ Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique* 27, n° 1 (1977): 123-154.

notamment ceux affiliés au GIA et ce, dans un souci d'accumulation des ressources financières et matérielles.

En effet, lorsqu'on observe la nature des activités opérationnelles des djihadistes en Algérie, et ce, depuis le début des années 1990, on s'aperçoit très vite qu'elles relèvent bien souvent de la criminalité. Les faits rapportés régulièrement par la presse algérienne font mention d'actes de pillages, de vols, de rackets et de multiples genres de trafic. Cette proximité à la sphère criminelle, témoigne en réalité des calculs rationnels qui président à l'action des djihadistes algériens. L'accumulation de ces ressources chez les djihadistes peut paraître, par moment, en contradiction totale avec les principes fondateurs de l'islam des *salafs*. D'où l'intérêt d'un bricolage idéologique à même d'apporter les justifications religieuses à l'accomplissement d'une action armée de type criminel.

Pour Rabah, l'explication religieuse apportée est simple « *il faut s'appuyer sur une logique claire : celle d'oeuvrer pour le bénéfice de l'Islam et d'éviter ce qui pourrait lui être nuisible. Qu'est-ce qui est plus grave, boire de l'alcool au beau milieu du désert parce qu'il n'y avait que ça à boire et que cela finit par te sauver la vie ou bien s'abstenir de le boire jusqu'à ce que la mort t'emporte ?! dans le premier cas Allah te pardonne et dans le deuxième cas il t'envoie peut-être en enfer...si tu te sers de l'argent volé à une banque qui appartient à un pouvoir mécréant, cela renforcera le djihad contre lui. Mais si tu t'abtiens, tu laisseras ce pouvoir prospérer et tu mettras le djihad en péril (...) C'est ça la logique de la charia musulmane, il faut tirer un maximum d'avantage pour l'Islam et éviter un maximum de dommages*¹¹¹⁶ ».

Pour Mouloud, le caractère illicite que constitue l'usage de « l'argent sale » dans le djihad, n'est pas remis en cause. Cela dit, son discours se révèle être plus subtil lorsqu'il s'agit d'invoquer une exception à la règle « *Il y a certains individus qui gagnent de l'argent grâce à des activités liées à la drogue et d'autres choses illicites. Ces gens-là peuvent un jour faire don de leurs fortunes pour le djihad. Dans ce cas, il est permis pour nous d'utiliser cet argent, même s'il a été gagné de manière malhonnête. Dans la charia, celui qui accumule de l'argent illicite doit s'en débarrasser pour pouvoir se repentir. La meilleure des choses à faire n'est pas de le mettre dans les banques usuraires du pouvoir, mais d'en faire don aux moudjahidines pour la gloire d'Allah*¹¹¹⁷ ».

¹¹¹⁶ Entretien avec Rabah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

¹¹¹⁷ Entretien avec Mouloud, ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

Dans les communes de Dellys et d'Aafir (wilaya de Boumerdes), un trafic fleurissant autour du ramassage de sable aux abords des oueds (notamment celui de Oued Sebaou) avait pris place¹¹¹⁸. Pour Tahar, un ancien djihadiste que nous avons interviewé en 2008, les groupes armés de la région, avaient largement bénéficié de ce trafic. Celui-ci constituait une très bonne rentrée d'argent grâce aux « taxes » imposées par les groupes armés sur les organisations criminelles qui contrôlent le marché noir du sable. En contrepartie, les trafiquants de sable bénéficient d'une protection de la part des djihadistes. Ces taxes imposées par les groupes armés ne s'appliquent pas uniquement sur les réseaux du crime organisé, mais aussi sur des domaines d'activités légales. À titre d'exemple, de nombreux agriculteurs doivent payer aux groupes armés locaux une partie de leurs profits tirés des vignes vendues sur les marchés de gros¹¹¹⁹.

Souvent une partie de l'argent amassé par ces groupes sera réinvestie dans d'autres activités lucratives légales dont la fonction est double : la première fonction est de pouvoir fidéliser des réseaux de soutien irrigués par la rente tirée des activités criminelles des groupes. La deuxième fonction est celle de pouvoir disposer de moyens matériels dont l'usage peut s'avérer très utile en temps voulu. Pour expliquer ceci plus clairement, il suffit de s'arrêter sur l'exemple fourni par Rabah à propos des moyens de transport mis à la disposition des djihadistes par des réseaux de soutien clandestin : « *imagine que tu puisses faire bénéficier un jeune chômeur d'une somme d'argent X et que cette somme d'argent lui serve à acheter un fourgon de transport ou un véhicule normal qu'il pourra utiliser en tant que taxi clandestin...peu importe. Le jeune bénéficie d'un travail et d'un bien grâce au groupe armé, et l'argent qu'il gagne va dans sa poche pour nourrir sa famille. Mais la seule chose à laquelle il doit faire attention, c'est que le jour où on lui demande de transporter telle chose ou telle personne d'un point A à un point B, il doit s'exécuter. Si son travail est légal, c'est-à-dire, s'il dispose de l'agrément pour circuler en transport public ou en taxi, il n'aura jamais de problème, et si jamais il travaille en clandestin, tout ce qu'il risque, c'est une amande. Si le groupe armé devait acheter le véhicule pour s'en servir par lui-même, il ne pourrait*

¹¹¹⁸ Ce trafic trouve un essor considérable grâce à la demande pressente en matière de matériaux de construction. Jusqu'au milieu des années 2000, on pouvait encore lire dans la presse algérienne des fait divers en rapport avec la « mafia du sable » et ses rapport avec le terrorisme djihadiste. Voir par exemple : Le Jeune Indépendant du 31 août 2005 qui a publié un article intitulé *La mafia du sable aurait facilité les actes terroristes*.

¹¹¹⁹ Dans la commune de Nacéria, un agriculteur nous a affirmé avoir payé des sommes considérables à des groupes armés qui l'y avaient contraint. Le paiement des sommes n'a pris fin qu'après la disparition du groupe armé de la région.

sûrement l'utiliser qu'une seule fois, mais si c'est un citoyen normal qui doit l'utiliser, l'investissement est meilleur¹¹²⁰».

Dans *Guerre civile et œuvres pies en Algérie*, Luis Martinez avait mis en avant les efforts de certains groupes armés, consistant à offrir des services aux populations souffrant de la misère provoquée par le conflit¹¹²¹. Cette « stratégie de la bienfaisance » (pour reprendre les termes de Martinez) ne peut avoir de sens que si elle sert à entraîner les populations concernées au profit de la cause djihadiste.

Il y a cependant, des nuances à apporter concernant les méthodes d'accumulation des richesses chez le GIA et l'AIS. Pour le premier, la lutte autour des ressources économiques va bien au-delà des activités de racket, d'attaque de banques ou d'« impôts révolutionnaires » (remplacé par le terme religieux de *Zakat*). Son objectif est clairement celui de détruire les structures de base d'où provient l'essentiel des ressources mobilisées par l'État. Gazoducs, pipelines, usines publiques sont visés, mais aussi, tous les acteurs économiques privés qui accompagnent le processus de privatisation des sociétés publiques. Le pillage des ressources appartenant aux opérateurs économiques, semble prioritaire pour le GIA et ce, tant dans son discours (voir fig. n°29) que dans son action violente.

¹¹²⁰ Entretien avec *Rabah*, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

¹¹²¹ Luis Martinez, « Guerre civile et œuvres pies en Algérie », *Critique internationale* Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique* 27, n° 1 (1977): 123-154.e 4, n° 1 (1999): 127-37.

Figure 29 : stratégie du pillage des ressources économiques de l'Etat chez le GIA

الجماعة 48

جسيم وفيه خراب الديار والدعوة إلى الفتنة والدمار تبين ما يلي :

١ - إن كل الصفقات والعقود التي تبرم مع الطوائف المرتدين باطلة وغير شرعية . وهي من أكل أموال الناس بالباطل كما قال الله تعالى : ﴿ ولا تأكلوا أموالكم بينكم بالباطل وتدلوا بها إلى الحكام لتأكلوا فريقا من أموال الناس بالإثم وأنتم تعلمون ﴾

٢ - كل ملكية يُحصَل عليها في إطار الخوصصة كما يسؤنها فإنها تتعرض للمصادرة وصرقتها لمصالح المجاهدين ولألا فمصيبرها الحرق والإفساد .

٣ - يتعرض صاحب هذه الملكية إلى عقوبة تعزيرية على حد أصول السياسة الشرعية قد تصل إلى القتل .

٤ - إن الجماعة الإسلامية المسلحة ستدافع بأذن الله كل المخالفين لمضمون هذا البيان ولو بعد التمسك في أرض كما قال تعالى : ﴿ الذين إن مكناهم في الأرض أقاموا الصلاة وآتوا الزكاة وأمرؤا بالمعروف ونهوا عن المنكر ولله عاقبة الأمور ﴾ . الحج ٤١ .

٥ - لا فرق بين من تعامل مع المرتدين سواء كان في الخارج أو الداخل .

ولقد أشرنا إلى بعض هذه الأمور في البيان المخصص لعمال شركات المحروقات . ولقد صح عن النبي صلى الله عليه وسلم قال : « لا تزول قدمنا عيد يوم القيامة حتى يُسأل عن أربع وذكر عن ماله من أين اكتسبه وفيما أتقته » .

﴿ إن الذين يهادون الله ورسوله أولئك في الآذنين كتب الله لأغلبين أنا ورسلي إن الله لغوي عزيز ﴾

وقال عليه الصلاة والسلام : « الهدم الهدم الدم الدم » حديث صحيح .

حرر يوم الخميس ٥ ربيع الثاني ١٤١٧ هـ الموافق ل : ٥ سبتمبر ١٩٩٦ م .

أمير الجماعة الإسلامية المسلحة
أبو طلحة عنتر الزبيري

مجلة الجماعة / العدد 10
ربيع الثاني 1417 هـ الموافق لستمبر 1996 م

- 1- Tous les contrats conclus avec les oppresseurs renégats sont nuls et illicites. Ils sont considérés comme acte de détournement des richesses des gens. Allah a dit « ».
- 2- Tout bien acquis dans le cadre de la privatisation, comme ils le nomment, fera l'objet de confiscation. Ils seront versés au profit des moudjahidines ou bien détruits.
- 3- Le propriétaire de l'acquisition s'exposera à des sanctions qui correspondent aux principes de la charia. Cela peut atteindre la peine de mort.

Les méthodes de l' AIS semblent nettement différentes de celles du GIA, les groupes qui lui sont affiliés sont beaucoup moins liés aux affaires du crime organisé¹¹²². Hormis les ressources apportées par ses propres membres ou tirées des aides octroyées par les populations acquises à sa cause, l' AIS tient une partie de son financement des réseaux de sympathisants établis à l'étranger. Le plus connu d'entre eux est certainement celui dirigé depuis l'Allemagne

¹¹²² Il y a cependant quelques exceptions, à l'image de la lutte que se sont menée l' AIS et le GIA autour du contrôle sur le trafic de liège dans la région de Jijel, plus connu pour être un fief de l' AIS. Voir : Quotidien algérien Liberté, du 20/07/2014.

par Rabah Kebir¹¹²³, ancien dirigeant du FIS. Dans différentes interviews accordées à la presse, l'émir national de l' AIS, Madani Mezrag, affirme que « *l'argent de l'Armée Islamique du Salut n'est pas venu du racket du peuple, ni des faux barrages (allusion aux pratiques du GIA), ni d'États étrangers...* »¹¹²⁴. Il ajoute : « *on n'a pas reçu d'armes de la part de l'Amérique ! toutes les armes dont nous disposions venaient de ceux qui nous combattaient (l'armée et la police algérienne). Mais nous avons obtenu aussi beaucoup de fusils de la part de la population. Il y avait beaucoup de gens qui disposaient de fusils de chasse (...)* »¹¹²⁵.

Jusqu'à nos jours, il demeure très difficile d'établir une estimation sérieuse sur les ressources de financements dont disposaient les groupes djihadistes. Aujourd'hui seul l' AIS dissous, reconnaît disposer de richesses multiples dont la provenance remonte aux années de la guerre civile : « *l' AIS n'a pas de trésor de guerre. Nous avons des biens, des voitures et de l'argent, mais nous n'avons pas de trésor (...), l'argent se trouve quelque part. mais surtout pas dans les banques* »¹¹²⁶.

Il est encore plus difficile d'évaluer le « butin de guerre » dont une partie a servi à financer le GIA. Cela dit, les conflits internes autour du partage des richesses qu'ont connu certains groupes (voir en infra), permettent de penser que dans beaucoup de cas, les sommes amassées pouvaient être importantes. En avril 2005, la presse algérienne a révélé la découverte par les services de sécurité d'anciennes caches appartenant à un groupe du GIA. Ces caches datant des années 1990 contenaient une quantité importante d'or, de matériel et d'argent en liquide¹¹²⁷.

¹¹²³ Ce dernier a avoué aux médias avoir envoyé régulièrement de l'argent à l' AIS tout en soulignant que les sommes envoyées étaient loin d'être astronomiques et ne suffisaient pas aux besoins réels du groupe. Voir notamment : Le Quotidien El Watan du 26/01/2006.

¹¹²⁴ Propos de Madani Mazrag cité par le journal Le Soir d'Algérie du 15/01/2006 .

¹¹²⁵ Interview avec Madani Mezrag diffusée par la chaîne de télévision Al Arabiya, le 10/11/2006. Lien de l'interview retranscrite intégralement en langue arabe : http://www.alarabiya.cc/save_pdf.php?cont_id=29011. Dernière consultation 29/09/2014.

¹¹²⁶ Jeune Afrique du 02/01/2006, lien internet : <http://www.jeuneafrique.com/Article/LIN25126madanneiret0/> dernière consultation : 29/09/2014.

¹¹²⁷ Le quotidien El Watan a fait état de la découverte de plus de 402 louis d'or, 3 lingots d'or de 1 kg chacun, 3 sac d'or pesant 2,6 kg d'or, des bijoux, et 1 million de dinars. La cache contenait aussi du matériel informatique, du matériel de communication, des vêtements et un groupe électrogène. Une partie du butin aurait été acquis grâce aux activités de racket et de faux barrages dressés par les éléments du GIA.

2) Guérilla salafiste et refonte du modèle sécuritaire algérien

Au regard des quatre grands axes de la stratégie djihadiste que nous venons d'établir, il serait tout aussi utile de s'intéresser, même brièvement, à la stratégie menée par les autorités algériennes en vue d'adapter l'appareil de lutte anti-insurrectionnelle. Dès le déclenchement de l'insurrection armée djihadiste, l'efficacité d'une armée lourde (de type soviétique)¹¹²⁸, sous commandement extrêmement hiérarchisé, posait un problème récurrent face à une guérilla très mobile activant par petits groupes relativement autonomes. Ahmed Mahiou notait une certaine incapacité (et même une incompétence) à gérer un conflit armé d'un tel type en raison de la lourdeur des structures de l'armée et son manque d'opérabilité¹¹²⁹.

Pour Jean-Marc Balencie et Arnaud de La Grange, l'armée algérienne a été prise de cours par le déclenchement de la guerre civile. La raison principale à cela est qu'elle n'y était nullement préparée dans la mesure où les missions qui lui étaient assignées consistaient à assurer la sécurité des frontières, notamment du côté ouest où un conflit de type conventionnel pouvait l'opposer au Maroc¹¹³⁰. Ce raisonnement s'accorde avec les propos qui nous ont été tenus par l'ancien officier de l'armée, Ahmed. Pour ce dernier, l'armée algérienne n'était pas préparée à faire face à une déstabilisation au niveau interne, elle était entraînée et équipée pour mener une guerre traditionnelle face une armée de type conventionnel : « *quand je parle d'armement lourd, je fais allusion aux chars, au BMP (véhicules de transport de troupes), aux avions de bombardement tactique...et j'en passe. Comme si on demandait à un éléphant d'écraser une souris ! sa physiologie, bien qu'elle soit immense, constitue un handicap et non pas un atout. Tu conserveras toujours la suprématie militaire sur le terrain, mais tu ne pourras pas régler la question sécuritaire, la souris restera toujours là et viendra de temps à autre terroriser l'éléphant. Tu ne pourras pas faire du contre-terrorisme avec des Mig et des Sukoi (avions de combat), ni des T72 (chars d'assaut). Pour ça, il faut des unités spéciales, bien entraînées aux techniques antiguérilla, légèrement armées, mais en même temps, bien armées. Il est bien faux de dire que l'armée algérienne ne disposait*

¹¹²⁸ Il est important de souligner que le modèle militaire algérien est largement imprégné de la philosophie militaire soviétique. D'autant plus que le plus gros des achats en armes contractés par l'Algérie depuis les années 1960, proviennent essentiellement de l'Union soviétique. Voir : Nicole Grimaud, *La politique extérieure de l'Algérie (1962-1978)* (KARTHALA Editions, 1984), p 132-134, puis de la Russie après la fin de la guerre froide.

¹¹²⁹ Ahmed Mahiou, « Les contraintes et incertitudes du système politique » in *Où va l'Algérie* (KARTHALA Editions, 2001), p 17.

¹¹³⁰ Balencie, *Mondes rebelles*, op.cit, p 1060-1062.

pas du tout de ce genre d'unités, le problème est que l'ampleur prise par l'insurrection des djihadistes exigeait des effectifs qui dépassaient les capacités anti-insurrectionnelles du pays. Le deuxième problème venait du déploiement des effectifs et du matériel de l'armée. Pour des raisons évidentes, certains de ce qu'on appelle les SO (secateurs opérationnels) étaient plus dotés que d'autres. Pour une armée traditionnelle, l'ennemi vient forcément de l'extérieur, c'est pour ça que les moyens en matériel comme en effectif étaient concentrés près des régions frontalières ¹¹³¹».

Ce manque de préparation, tant dans l'armée, que dans les services de sécurité algériens, ne va pas sans rappeler la situation à laquelle se sont trouvées confrontées les autorités coloniales françaises près de quarante ans plus tôt. Face une guérilla déclenchée par le FLN, Jean Charles Jauffret décrivait des forces de l'ordre dont l'armement était « désuet, hors d'usage, le plus souvent inadapté au terrain, pour ne pas parler de l'armement des territoriaux, d'abord caractérisé par l'hétérogénéité et l'insuffisance »¹¹³². La situation a cependant évolué lorsque d'une manière progressive, s'est installé un transfert de compétence de la police à l'armée française, et ce, notamment à partir de la fin de 1956¹¹³³. Pour affronter la guérilla salafiste, les structures de l'armée algérienne ont aussi nettement évolué durant les années 1990. En dépit du fait que la division du pays en régions militaires reste la même, les capacités en lutte antiterroriste ont été renforcées : création de nouvelles unités spécialisées, utilisation de nouvelles techniques de combat, achat de nouveaux équipements...etc.¹¹³⁴

La création en 1992 du CCC/ALAS (Centre de Conduite et de Coordination des Actions de Lutte Antiterroriste), plus souvent connu sous les initiales COLAS ou CLAS, a certainement constitué l'un des principaux piliers de la lutte contre les djihadistes. Commandée par le général Mohamed Lamari¹¹³⁵, cette structure commencera par mobiliser sous ses ordres des unités spéciales de l'armée ainsi que des éléments du DRS (Département de renseignement et de sécurité). À sa création, elle pouvait disposer d'effectifs évalués à 5000

¹¹³¹ Entretien avec Ahmed, ancien officier supérieur de l'armée algérienne, op.cit.

¹¹³² Jean-Charles Jauffret et Centre d'études d'histoire de la défense (France), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie* (Editions Complexe, 2001), p 547.

¹¹³³ Raphaëlle Branche, *La torture et l'armée pendant la Guerre d'Algérie: 1954-1962* (Gallimard, 2001).

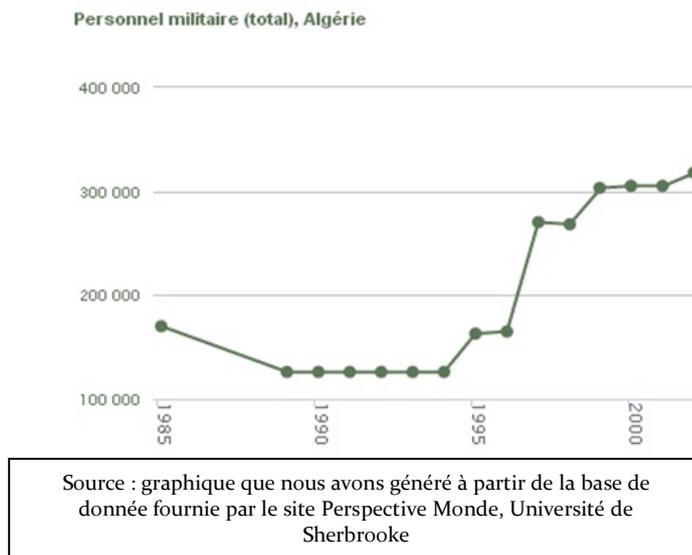
¹¹³⁴ Mathieu Guidère, *Le choc des révolutions arabes: De l'Algérie au Yémen, 22 pays sous tension (Nouvelle édition mise à jour)* (Editions Flammarion, 2012).

¹¹³⁵ Mohamed Lamari fut aussi le Chef d'état-major de l'armée algérienne depuis 1993 jusqu'à sa démission en 2004. Il sera le général qui restera le plus longtemps à la tête de l'armée (11 ans).

hommes, puis progressivement ses effectifs vont augmenter sensiblement pour atteindre 12000 hommes¹¹³⁶.

Le CLAS acquerra une importante marge de manœuvre en ce sens qu'il pourra puiser dans la logistique et les effectifs des Régions militaires et des Secteurs militaires opérationnels notamment dans ceux plus étoffés en terme de ressources matérielles¹¹³⁷. Tous les organes de sécurité devaient obéir au commandement du CLAS, qu'ils soient affiliés à la gendarmerie, à la police, et parfois même à la milice¹¹³⁸. Par ailleurs, le total des effectifs de l'armée algérienne n'a cessé de croître depuis 1994 (voir fig n° 30). Alors qu'elle ne comptait que 126 mille hommes en 1992, l'ANP (Armée nationale populaire) parvient à atteindre le seuil des 300 mille hommes à la fin de l'année 1999. Les effectifs de la gendarmerie sont quant à eux passés de 20 mille éléments au début des années 1990 à 80 mille à la fin des années 1990¹¹³⁹.

Figure 30 : personnel militaire (total) Algérie



¹¹³⁶ Il s'agirait notamment des 4^e, 5^e, 12^e et 18^e RPC (régiments parachutistes), des 90^e et 93^e BPM (bataillons de police militaire) et un régiment de reconnaissance (le 25^e RR). Des éléments du Groupement d'intervention rapide (GIR) une unité d'élite appartenant au corps de la gendarmerie ainsi que la Direction Centrale de la Sûreté aux Armées (DCSA) auraient activement participé aux opérations menées par le CCC/ALAS. Voir : Bulletin de documentation n°5 : forces spéciales et groupes d'intervention antiterroristes algériens, Centre Français de Recherche sur le Renseignement, 18/01/2013. Lien internet : <http://www.cf2r.org/fr/bulletin-de-documentation/forces-speciales-et-groupes-intervention-antiterroristes-algeriens.php> . Dernière consultation: 06/10/2014.

¹¹³⁷ Entretien avec Ahmed, ancien officier supérieur de l'armée algérienne, op.cit.

¹¹³⁸ Bulletin de documentation n°5 : forces spéciales et groupes d'intervention antiterroristes algériens, Op.cit.

¹¹³⁹ Luis Martinez, « La sécurité en Algérie et en Libye après le 11 septembre », Centre d'Études et de Recherches Internationales (CERI), Sciences Po, Paris, texte élaboré dans le cadre du groupe de travail EuroMeSCo 3, consacré à la thématique de La politique européenne de sécurité et de défense: impact sur le PEM.

L'amélioration des capacités de lutte contre la guérilla djihadiste s'est aussi reposée, en partie, sur la constitution de milices. Pour le commandement militaire, l'implication de la population dans la guerre relève d'une évidence naturelle¹¹⁴⁰, d'autant plus que l'étendue du territoire à couvrir est considérable et que la population a triplé depuis l'indépendance du pays¹¹⁴¹. Le discours véhiculé par les autorités sur « l'amour et la protection de la nation » rappelle celui tenu par le FLN lors de la guerre de libération nationale. C'est la raison pour laquelle, note Madjid Benchikh, les milices constituées par le régime algérien se font souvent appeler « patriotes »¹¹⁴².

Cela dit, en réalité, les milices supplétives constituées par l'État n'étaient pas uniformes. Il y avait en premier lieu, les « Gardes communales », qui jouissaient dès leur création d'une existence légale. Ces derniers dépendaient de l'autorité des maires (du moins théoriquement) et ont bénéficié d'un entraînement de type militaire assuré par la gendarmerie. En 1998, leur nombre était estimé à 2 313 brigades, le plus souvent implantées dans des zones urbaines et périurbaines. Ceci leur permettait de recruter au sein des couches sociales défavorisées, celles-là mêmes parmi lesquelles les djihadistes recrutaient le plus gros de leurs effectifs¹¹⁴³.

En second lieu, on trouve les « Groupes de légitime défense » (GLD) qui se sont rassemblés en fonction de l'appartenance à leurs villages ou à leurs familles. Certains d'entre eux se sont constitués de manière spontanée en réponse à des attaques de groupes armés. D'autres ont été créés à l'initiative de partis politiques (cité en supra), mais la plupart d'entre eux ont été créés à l'initiative des autorités algériennes. En janvier 1998, le chef du gouvernement algérien de l'époque, Ahmed Ouyahya, a estimé leur nombre à 5000 groupes d'autodéfense¹¹⁴⁴. En plus d'avoir constitué le premier rempart défensif contre la guérilla djihadiste, ces milices ont aussi servi dans des opérations offensives en participant à des ratissages ou en sécurisant des zones reprises par l'armée. Ces forces supplétives s'imposent

¹¹⁴⁰ Dès mars 1993, le général Mohamed Touati avait évoqué dans un numéro de la revue militaire algérienne *El Djaich* la nécessité d'impliquer la société civile dans la lutte contre les groupes armés. Voir : Salah-Eddine Sidhoum et Algeria-Watch, « les milices dans la nouvelle guerre d'Algérie », décembre 2003.

¹¹⁴¹ Jean-Marc Balencie et Arnaud de La Grange font observer que l'armée française avait mobilisé près de 400 000 hommes, pour lutter contre les combattants du FLN. Quarante ans plus tard, ils constatent que les données semblent similaires, les besoins identiques, mais avec une population dont le nombre a triplé. Voir : Balencie, *Mondes rebelles*, op.cit, p 1176.

¹¹⁴² Madjid Benchikh, *Algérie un système politique militarise*, op.cit. p 12.

¹¹⁴³ Balencie, *Mondes rebelles*, op.cit, p 1175.

¹¹⁴⁴ Rapport alternatif de la FIDH au deuxième rapport périodique de l'Algérie au comité des Droits de l'Homme de l'ONU, 63e session, 13-31 juillet 1998, n°263, juillet 1998, 39 pages.

comme des acteurs incontournables grâce à leur connaissance du terrain, tirée de leurs origines rurales¹¹⁴⁵. S'il n'existe aucun chiffre officiel sur le total des effectifs des ces milices, la presse algérienne l'estimait à plus de 120 000 hommes durant l'année 1997, date de leur légalisation¹¹⁴⁶.

Sur le plan de l'équipement militaire spécifique à la lutte antiguérilla, le régime algérien peinait à assurer son approvisionnement sur le marché international, notamment chez les pays occidentaux, car il a été soumis à un embargo sur l'armement¹¹⁴⁷. Cet embargo pousse les autorités algériennes à diversifier leurs sources d'approvisionnement en recourant à d'anciennes républiques de l'URSS telles que l'Ukraine et la Biélorussie. La Russie demeure cependant la première pourvoyeuse d'équipements lourds à l'armée algérienne. Dans le tableau n°15 on peut observer durant les années 1994-1995 un achat massif d'hélicoptères russes destinés à l'aviation militaire algérienne. Ces appareils auront un rôle majeur dans la guerre menée par les militaires algériens contre les djihadistes. On peut aussi noter l'achat d'avions d'entraînement tchèques (Albatros) qui seront par la suite armés en Slovaquie pour les besoins de la contre-guérilla¹¹⁴⁸. Il est à noter que la France a été l'un des rares pays occidentaux à avoir apporté un soutien discret en matériel militaire même s'il a été jugé timide et très insuffisant par les militaires algériens¹¹⁴⁹. En effet, le ministère de l'Intérieur français a appuyé une décision concernant la livraison à l'Algérie de 9 hélicoptères Écureuil, ainsi que des équipements de vision nocturne destiné à la lutte antiguérilla¹¹⁵⁰.

¹¹⁴⁵ Nous reviendrons un peu plus bas sur les dérives violentes de certains groupes de milices et leur rôle dans l'escalade généralisée de la violence armée.

¹¹⁴⁶ Voir par exemple le Quotidien national L'Expression du 23 mars 2003.

¹¹⁴⁷ Mohamed Chafik Mesbah, « Le dialogue méditerranéen de l'OTAN : un point de vue algérien », in Brahim (dir) Saïdy, *L'OTAN et le Maghreb* (Editions L'Harmattan, 2014).

¹¹⁴⁸ Pour notre interviewé Ahmed, ce type d'appareil à réaction est très léger et maniable, il peut être armé et il a l'avantage de pouvoir être mobilisé de manière intensive en raison du bas coût que requiert son entretien (comparé à des avions de type lourd tel que le SU24 [bombardier tactique]).

¹¹⁴⁹ Entretien avec H. Mohamed, ancien officier supérieur de l'armée algérienne.

¹¹⁵⁰ Pour les Quotidiens français L'express et Le Point, l'apparence civile des hélicoptères livrés cache mal la possibilité d'en faire un usage militaire. Il suffirait en effet de les équiper de lance-roquettes et d'équipement nocturne déjà livrés par Paris. Voir : L'express du le 29/12/1994 et Le Point du 26/08/1995.

Tableau 15 : Armements acquis par l'Algérie entre 1990 et 2000 (les éléments en gras italique désignent l'armement lié directement ou indirectement à la lutte antiguerilla)

Supplier/ recipient (R) or licensor (L)	No. ordered	Weapon designation	Weapon designation	Year of license	Year (s) of deliveries	No. Delivered produced	Comments
Belarus	(2)	Su-24/Fencer (25)	Bomber aircraft	(1997)	1997	2	Second-hand; Su-24MR reconnaissance version
R: Algeria	(25)	MiG-29S/Fulcrum-C	MiG- FGA	(1998)	1999-2002	25	Second-hand; part of deal incl 6 MiG-29UB
China	3	Type-363	Air search radar	(1983)	1988-2002	3	For 3 Djebel Chenoua FAC produced in Algeria
R: Algeria	1	Mourafek	Support ship	(1988)	1990	1	For coast guard
	7	Chui-E	Patrol craft	(1989)	1990-1991	7	Algerian designation El Mouderrib; for Coast guard
	(25)	C-802/CSS-N-8	Anti-ship missile	(1999)	2000-2002	(25)	For Djebel Chenoua FAC
	3	Type-347G	Fire control radar	(2000)	2000-2002	(3)	For 3 Djebel Chenoua FAC produced in Algeria
Czech Republic	(151)	<i>OT-64A</i>	APC	(1993)	1994-1995	151	Second-hand; probably incl 75 OT-64C version; delivered via Slovakia without armament and re-armed in Slovakia before delivery to Algeria
R: Algeria	7	<i>L-39C Albatros</i>	Trainer aircraft	(1995)	1996	7	
Egypt	(200)	<i>Fahd</i>	APC	1992	1992-1995	(200)	For police
R: Algeria							
France	9	<i>AS-350/AS-550 Fenec</i>	Light helicopter	1994	1995	9	Second-hand; for Ministry of Interior
R: Algeria							
Germany (FRG)	9	MTU-538	Diesel engine	(1983)	1988-2002	9	For 3 Djebel Chenoua FAC produced in Algeria
R: Algeria	(200)	<i>OM-352</i>	Diesel engine	1992	1992-1995	(200)	For Fahd APC from Egypt; OM-352A version
Russia	2	AK-630 30mm	Naval gun	(1992)	1995-2002	2	For 2 Djebel Chenoua FAC produced in Algeria
R: Algeria	(2040)	9M111/AT-4 Spigot	Anti-tank missile	(1994)	1995-1996	(2040)	For BMP-2 IFV
	150	<i>BTR-80</i>	APC	(1994)	1995	150	
	(3)	Ka-32/Helix-C	Helicopter	(1994)	1996	(3)	Ka-32S SAR version
	(2)	Ka-32/Helix-C	Helicopter	(1994)	1996	(2)	Ka-32T version
	47	<i>Mi-8MT/Mi-17/Hip-H</i>	Helicopter	1994	1994-1995	(47)	\$235 m deal; Mi-8MTV version
	3	AK-176M 76mm	Naval gun	(1995)	2000-2002	(3)	For 3 Djebel Chenoua FAC produced in Algeria
	1	Garpun/Plank Shave	Air search radar	(1997)	2000	1	For modernization of 1 Project-1234 (Nanuchka or Hamidou) corvette
	1	MR-104/Drum Tilt	Fire control radar	(1997)	2000	1	For modernization of 1 Project-1159 (Koni or Mourad Rais) frigate
	(2)	Pozitiv-ME1.2	Air/sea search radar	(1997)	2000	2	For modernization of 1 Project-1159 (Koni or Mourad Rais) frigate and 1 Project-1234 (Nanuchka or Hamidou) corvette Probably incl for modernized Koni (Mourad Rais) frigate
	(24)	TEST-71	AS/ASW torpedo	(1997)	2000-2002	(24)	
	18	BM-9A52 Smerch	Self-propelled MRL	(1998)	1999	18	Second-hand but possibly modernized before delivery
	6	Il-78M/Midas	Tanker/transport ac	(1998)	2000-2001	(6)	For modernized Nanuchka (Hamidou) corvette
	(30)	Kh-35 Uran/SS-N-25	Anti-ship missile	1998	2000	(30)	Designation uncertain
	(324)	R-27/AA-10 Alamo	BVRAAM	(1998)	1999	(324)	Second-hand; MiG-29UB version; ordered and delivered via Belarus
	(6)	MiG-29/Fulcrum-A	Fighter aircraft	(1999)	2000	6	(part of deal incl 25 MiG-29 delivered from Belarus)
South Africa	(10)	<i>Seeker</i>	UAV	1996	1998-1999	(10)	\$20 m deal
R: Algeria	(700)	Ingwe	Anti-tank missile	(1998)	2000-2001	(700)	For Mi-24 helicopters modernized in South Africa
Ukraine	7	AI-25	Turbofan	(1995)	1996	7	For 7 L-39 trainer aircraft from Czech Republic; Titan (AI-25TL) version produced in Czech Republic
R: Algeria							
	(28)	<i>Mi-24V/Hind-E</i>	Combat helicopter	(1997)	1998-1999	28	Second-handrainian
	(67)	T-72M1	Tank	(1997)	1998-2000	67	Second-handrainian
	(64)	<i>BMP-2</i>	IFV	(1998)	1998-1999	64	Second-handrainian
	(5)	MiG-29/Fulcrum-A	Fighter aircraft	(1998)	(1998)	5	Second-handrainian
	(100)	R-23R/T/AA-7 Apex	BVRAAM	(1999)	1999	(100)	Probably Second-handrainian
	42	R-27/AA-10 Alamo	BVRAAM	(1999)	1999	42	R-27R and R-27T version
	(189)	R-73/AA-11 Archer	SRAAM	(1999)	1999	(189)	Probably Second-handrainian
United States	3	C-130H-30 Hercules	Transport aircraft	(1989)	1990	1	
R: Algeria	3	King Air	Light transport ac	(1994)	1995-1996	(3)	
	4	AN/TPS-70	Air search radar	(1998)	2000-2001	(4)	
United Kingdom	3	Kebir	Patrol craft	1986	1991-1993	(3)	Assembled/produced in Algeria; Algerian designation El Yadekh
L: Algeria	(6)	Kebir	Patrol craft	(1990)	1997-2006	(6)	Assembled/produced in Algeria; Algerian designation El Yadekh; more planned but cancelled

Chiffres que nous avons réunies sur la base de donnée appartenant à l'IRIS (Stockholm International Peace Recherche Institute) <http://www.sipri.or>